



## Compte-rendu

de la 79<sup>e</sup> réunion

**Commission de la protection  
du climat et de l'énergie**

Berlin, le 27 septembre 2023, à 14 h 42

10117 Berlin, Adele-Schreiber-Krieger-Str. 1

Bâtiment Marie-Elisabeth-Lüders, salle 3.101

Présidence : Klaus Ernst, membre du Bundestag

Guillaume Kasbarian, député à l'Assemblée nationale

## Ordre du jour

### Point unique de l'ordre du jour

**Page 3**

Réunion conjointe avec la commission des affaires économiques de  
l'Assemblée nationale, consacrée à la politique bilatérale et européenne  
du climat et de l'énergie



### Membres présents de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale

| groupes politiques  | Membres titulaires                                                           |
|---------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| Renaissance         | Kasbarian, Guillaume<br>(président)<br>Lavergne, Pascal<br>Vojetta, Stéphane |
| La France insoumise | Laisney, Maxime                                                              |
| Les Républicains    | Rolland, Vincent                                                             |
| Démocrate           | Bolo, Philippe                                                               |
| Socialiste          | Battistel, Marie-Noëlle                                                      |
| Ecologiste          | Fournier, Charles                                                            |

### Membres de la commission de la protection du climat et de l'énergie

| Groupes politiques    | Membres titulaires                                                                                                 | Membres suppléants  |
|-----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|
| SPD                   | Bergt, Bengt<br>Hümpfer, Markus<br>Mehltretter, Andreas<br>Mesarosch, Robin<br>Rinkus, Andreas<br>Scheer, Dr. Nina |                     |
| CDU/CSU               | Friedrich (Hof), Dr. Hans-Peter<br>Gramling, Fabian<br>Helfrich, Mark<br>Jung, Andreas                             | Gebhart, Dr. Thomas |
| Alliance 90/Les Verts | Nestle, Dr. Ingrid                                                                                                 |                     |
| FDP                   | in der Beek, Olaf<br>Kruse, Michael                                                                                | Semet, Rainer       |
| AfD                   | Hilse, Karsten<br>Kraft, Dr. Rainer                                                                                |                     |
| La Gauche             | Ernst, Klaus<br>Lenkert, Ralph                                                                                     |                     |

| Ministère/<br>Administration                                        | Nom            | Dénomination officielle            |
|---------------------------------------------------------------------|----------------|------------------------------------|
| Ministère fédéral de<br>l'Économie et de la<br>Protection du climat | Wenzel, Stefan | Secrétaire d'État<br>parlementaire |



## Point unique de l'ordre du jour

### **Réunion conjointe avec la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale, consacrée à la politique bilatérale et européenne du climat et de l'énergie**

M. le **président Klaus Ernst** : Je crois que nous pouvons commencer. Avant de passer à l'ordre du jour, je vous souhaite très chaleureusement la bienvenue à notre réunion conjointe de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale et de notre commission de la protection du climat et de l'énergie. Nos collègues étaient déjà présents ce matin à la commission de l'économie, où ils ont eu une réunion équivalente et se sont penchés en particulier sur les questions de coopération économique. Je salue M. le secrétaire d'État parlementaire Wenzel, qui prend part régulièrement à nos réunions sur les questions économiques, premièrement parce que ça lui fait plaisir, et deuxièmement parce qu'il y reçoit toujours de bonnes suggestions. Avant d'aborder les différents thèmes, je voudrais encore une fois saluer très chaleureusement nos collègues de l'Assemblée nationale française et le président, M. Kasbarian. Je prononce bien Kasbarian ?

Nous nous sommes déjà retrouvés hier en plus petit comité, avec les collègues qui sont également présents aujourd'hui, et je pense que cela a contribué à la bonne atmosphère d'aujourd'hui, même si nous ne sommes pas d'un même avis sur tous les points. Nous allons très probablement pouvoir le constater dans la discussion des différents points de l'ordre du jour, mais ce qui est important, ce que nous nous rencontrons dans un esprit de bonne coopération et de compréhension mutuelle. Je salue donc chaleureusement toutes et tous ici, dans notre grande salle de réunion. C'est une bonne chose que nous puissions siéger ensemble. Nous sommes unis par le fait d'avoir dans nos deux pays les mêmes problèmes et les mêmes préoccupations, à savoir un approvisionnement énergétique à prix abordable et, dans l'effort visant à garantir cet approvisionnement énergétique, la prise de mesures adéquates pour ne pas détériorer davantage le climat, mais au contraire pour veiller à la protection du climat. Nous savons pertinemment que nous ne résoudrons pas seuls

ces questions, mais que nous ne pouvons le faire qu'en agissant les uns avec les autres. Il est donc d'autant plus nécessaire et d'autant plus important que nous nous rencontrions ici. J'ai déjà fait allusion au fait que nous ne sommes pas toujours d'accord sur toutes les questions. Cela concerne le nucléaire, mais aussi la formation des prix sur le marché européen de l'électricité. Sur certaines questions ayant trait à la coopération, nous n'avons pas encore de solutions communes non plus. C'est pourquoi il est d'autant plus important que nous nous consacrons ensemble à ces sujets.

Durant la préparation de cette réunion, il a été convenu entre nos deux secrétariats que nous aborderions quatre blocs thématiques. Le premier est la formation des prix sur le marché européen de l'électricité et l'organisation du marché de l'électricité. Le deuxième a pour objet les perspectives concernant un gazoduc, et notamment un pipeline d'hydrogène à travers les Pyrénées. Le troisième bloc concerne le nucléaire, et le quatrième sera consacré au développement des capacités de production européennes pour les énergies renouvelables, y compris le cadre réglementaire. Tels sont les thèmes que nous avons convenu d'aborder. Nous avons convenu de discuter de chaque bloc thématique pendant 25 minutes, ce qui signifie que chaque groupe parlementaire aura un temps de parole pour prendre position sur chacun des blocs thématiques. Cela concerne aussi bien les députés du Bundestag que ceux de l'Assemblée nationale. Nous avons conçu le déroulement de la manière suivante : nous commençons par trois interventions de votre part, puis trois interventions de nos groupes parlementaires – une par différent groupe – puis à nouveau trois interventions pour vous, et trois interventions pour nous ; ça devrait à peu près fonctionner. Nous ferons cela pour chaque bloc thématique. C'est ce qui a été convenu au préalable. Pour le bloc thématique suivant, nous faisons l'inverse : c'est vous qui commencez, et puis à nouveau nous pour le bloc d'après, de manière alternée. Pour ce qui est de l'octroi de la parole, vous donnerez la parole à vos collègues français, et nous le ferons pour nos collègues allemands, de manière à appeler chaque fois les députés dans l'ordre établi en fonction de l'effectif des groupes. Donc chez nous, c'est le groupe le plus important qui



commence, et c'est le dernier qui finit ; si vous voulez faire la même chose, ou si c'est ce qui a été convenu, tant mieux. Nous aurons alors un parallélisme. Nous devons veiller – et c'est vraiment un appel que je lance, sinon nous finirons tout à fait hors temps – à ce que chacun ne parle pas plus de deux minutes. C'est important : pas plus de deux minutes, sinon il ne restera plus assez de temps et nous ne pourrions peut-être même pas aborder tous les sujets. Je vous demanderai donc instamment de vous limiter à deux minutes. Il se peut alors que nous ayons encore du temps ; si nous avons quatre blocs thématiques de 20 minutes, il nous restera du temps. Je proposerai que nous passions alors à une discussion ouverte, sur tout ce qui nous tient encore à cœur et que nous voulons dire, en alternant les interventions une à une entre la France et l'Allemagne.

Voilà, c'est ce que je voulais dire en ouverture. Monsieur Kasbarian, cher collègue, peut-être voulez-vous ajouter quelque chose ? Sinon nous pouvons passer à la discussion sur le premier bloc thématique, à savoir la formation des prix sur le marché européen de l'électricité.

**M. le président Guillaume Kasbarian :** Monsieur le Président, cher Klaus, mes chers collègues de la commission de la protection du climat et de l'énergie du Bundestag, chers collègues de l'Assemblée nationale, Mesdames, Messieurs. Merci encore pour votre accueil, cher Klaus. Nous avons eu l'occasion de faire connaissance dans un cadre amical et informel hier soir et nous allons pouvoir entrer aujourd'hui dans le vif du sujet et je crois qu'on peut tous s'en réjouir. L'Allemagne et la France vont faire face au même défi majeur en matière énergétique. Avant tout, nous devons tous réduire nos émissions de gaz à effet de serre pour limiter le dérèglement climatique, ce qui nous impose de décarboner notre production d'électricité et de programmer des transitions très importantes dans le domaine des transports ou de la rénovation énergétique des bâtiments. La guerre en Ukraine a également rappelé à nos deux pays l'importance de la souveraineté énergétique. Chacun a, je crois, bien compris qu'il valait mieux ne pas trop dépendre de pays extérieurs pour son approvisionnement énergétique, ce qui n'implique pas, d'ailleurs, une autarcie nationale, dans la mesure où les interconnexions du marché

européen de l'électricité permettent de faire jouer la solidarité entre les États membres. Nos deux pays se doivent également d'assurer à leurs entreprises et à leurs ménages des tarifs énergétiques fixés à des niveaux qui permettent aux uns de maintenir leur compétitivité et empêchant les autres de tomber dans la précarité énergétique. Les défis sont identiques, mais les moyens retenus par nos deux pays pour les relever diffèrent sensiblement. Je mentionnerai d'abord et évidemment les choix très différents que nous avons effectués dans le domaine du mix électrique, particulièrement en ce qui concerne l'énergie nucléaire. Tandis que l'Allemagne a décidé d'arrêter cette année les trois dernières centrales nucléaires encore en activité et que le chancelier Olaf Scholz a déclaré récemment que l'énergie nucléaire est un « cheval mort en Allemagne », pour reprendre la citation, la France, comme vous le savez, a opté pour un chemin inverse. Non seulement nous souhaitons prolonger la durée de fonctionnement des 56 réacteurs de notre parc actuel, mais encore, par une loi que nous venons de voter au mois de juin, à une très large majorité – 399 pour, 100 contre –, nous nous engageons dans la construction de six nouveaux réacteurs. Cela ne signifie pas d'ailleurs que nous ne misons pas sur les énergies renouvelables. Nous venons aussi d'adopter une loi en cette matière au mois de mars dernier. Il nous semble simplement que les défis à relever seront plus aisément atteignables en ayant un mix électrique faisant appel à la fois aux énergies renouvelables et à l'énergie nucléaire, qui présente l'énorme avantage d'être pilotable. Je note au passage, puisque la question d'un gazoduc transportant de l'hydrogène vers l'Allemagne est à l'ordre du jour de nos travaux cet après-midi, que cette différence majeure sur le nucléaire peut conduire à des visions différentes sur la nature de l'hydrogène vert et à des interrogations quant à la pertinence d'un développement de l'hydrogène s'appuyant sur des approvisionnements extérieurs. Mais en ce moment, le sujet principal de discussion porte incontestablement sur la réforme du marché européen de l'électricité et donc sur les moyens d'obtenir les prix les plus abordables pour nos entreprises et nos ménages, tout en permettant aux opérateurs de faire face à leurs investissements. Ces discussions ne se cantonnent pas au niveau européen. Vous avez



probablement entendu dire que le gouvernement français a actuellement, avec Électricité de France, des échanges assez intenses pour définir le mécanisme devant succéder à l'ARENH, l'Accès Régulé à l'Électricité Nucléaire Historique. Je crois savoir qu'en Allemagne aussi, des débats intenses en lieu en ce moment pour définir le mécanisme susceptible de venir en aide aux industries écono-mique-intensives. Toutefois, la définition du cadre européen est essentielle et le sujet le plus important pour nous est le champ d'application des CFD. Les CFD sont un mécanisme de prix garantis pour le producteur d'électricité : si le prix de marché est inférieur à ce prix, l'État compense la différence aux producteurs ; si le prix de marché est supérieur, le producteur reverse la différence à l'État. La France souhaite ardemment que ce mécanisme des CFD puisse s'appliquer à son parc nucléaire existant et pas seulement aux nouveaux réacteurs, et je pense que nous allons pouvoir en discuter cet après-midi. Monsieur le président, je vous remercie à nouveau pour votre accueil. Je suis sûr que nous allons avoir un échange passionnant et je vous rends la parole pour lancer les débats. Merci beaucoup.

M. le **président Klaus Ernst** : Bien, merci beaucoup. Nous pouvons maintenant entrer dans la discussion. Le premier bloc sera consacré, vous venez de l'évoquer, à la question de la formation des prix sur le marché européen de l'électricité et à l'organisation du marché de l'électricité. Je proposerais que trois de vos collègues exposent leur point de vue sur ce sujet, chaque fois en deux minutes, et puis que nous répondions, par interventions de deux minutes pour deux groupes parlementaires différents. Nous introduirons ainsi dans le débat, je crois, une large palette des avis sur cette question. Qui souhaite prendre la parole parmi vous ?

M. le **président Guillaume Kasbarian** : Merci, Monsieur le Président, je vous propose de commencer avec M. Stéphane Vojetta.

M. **Stéphane Vojetta** (Renaissance) : Merci, Messieurs les Présidents. Avant d'ouvrir cette seconde partie de la journée et de saluer tous mes collègues et homologues allemands, je tenais d'abord à revenir sur le choix qu'a fait le gouvernement français, non pas au niveau de la fixation du tarif de l'électricité sur lequel, comme vous savez, nous sommes soumis encore aux règles européennes, mais plutôt sur le mode de protection du consommateur français face à ces tarifs européens. Et en l'occurrence le gouvernement français a fait le choix, très rapidement, de protéger aussi bien le consommateur particulier que les entreprises en subventionnant une partie des factures d'électricité notamment grâce au fait que, comme l'a précisé le président Kasbarian, nous avons pu, au moment où le prix de marché de l'électricité en Europe dépassait les prix de référence fixés et garantis aux producteurs d'énergie renouvelable, bénéficier des flux entrants de cette différence qui a été reversée à l'État français, et l'État français a ensuite redistribué ces revenus versés par les opérateurs et les producteurs d'énergie renouvelable pour ainsi protéger les consommateurs. Par ailleurs, je tenais également à souligner, parce que je pense que nous allons également en reparler, le cas de l'exception ibérique, dont j'ai, à titre personnel, une expérience directe, puisque je suis député français, mais je réside en Espagne, et j'ai pu comparer la réalité de l'exception ibérique avec la compréhension qu'on peut en avoir à l'extérieur des frontières espagnoles. Ce que j'ai pu constater, c'est que le gouvernement espagnol met effectivement un cap sur le tarif du gaz, mais compense ensuite les producteurs gaziers avec une subvention qui, elle, est refacturée au particulier, qui vient donc renchérir la facture des particuliers, ce qui, *in fine*, n'a pas produit une grande différence entre les factures finales payées par les particuliers français et les Espagnols.

M. le **président Guillaume Kasbarian** : Merci beaucoup, Monsieur Vojetta. Je vous propose de passer à M. Maxime Laisney.



**M. Maxime Laisney** (La France insoumise) :  
Merci, Monsieur le Président, et merci à vous encore une fois pour votre invitation. Notre discussion s'inscrit dans la réforme du marché de l'électricité au niveau européen, qui est en cours de discussion, avec deux objectifs qu'on peut partager. Moi, je parle pour le groupe de La France insoumise – je le redis pour ceux qui n'étaient pas là ce matin – qui s'inscrit dans l'opposition à la majorité relative et au gouvernement français. Nous sommes d'accord avec l'objectif de visibilité pour les acteurs, et les producteurs en particulier, et de stabilité pour les consommateurs. Pour ce qui est d'assurer un tarif compétitif pour l'industrie, je dirais que ce n'est pas notre souci majeur dans la mesure où nous nous inscrivons plutôt dans une logique altermondialiste. Par contre, nous ajoutons deux objectifs majeurs. D'une part, l'accès pour tous à l'électricité que nous considérons comme un bien de première nécessité et donc qui justifie que les États, pas seulement l'État français, puissent avoir la main sur l'accès pour tous à l'électricité, et le développement des énergies renouvelables dont je sais que vous partagez cet objectif avec un mix électrique 100 % renouvelable à un horizon plus proche que nous. Force est de constater que le marché ne réalise aucun de ces objectifs et que les États, en permanence, sont obligés d'inventer des rustines pour faire tenir debout un marché qui ne marche pas. C'est le cas, à mon sens, des CFD, qui n'ont aucun sens puisqu'on oblige les producteurs à vendre sur le marché et ensuite l'État à garantir des prix. C'est le cas pour l'ARENH en France, qui a été inventée pour permettre à des fournisseurs alternatifs d'émerger, qui devaient déployer des capacités de production. Cela n'a pas été le cas. Par ailleurs, l'électricité est un réseau qui entraîne normalement un monopole naturel, qui justifie que ce soit l'État qui s'en occupe. La proposition qui est la nôtre, chez La France insoumise, est qu'on ait en France un opérateur unique, public, intégré, de production jusqu'à la fourniture d'électricité pour permettre le tarif réglementé de vente pour tous les acteurs, les consommateurs, en France, ce qui ne remettrait pas en cause les échanges transfrontaliers entre nos deux pays et même les autres pays d'Europe. Merci.

**M. le président Guillaume Kasbarian** :  
Merci beaucoup. Je vous propose de passer à

Mme Battistel.

**Mme Marie-Noëlle Battistel** (Socialiste) : Merci. Monsieur le président, merci de votre accueil et de nos échanges, qui sont toujours dans une grande franchise, ce qui est important dans le travail que nous avons à faire. Peut-être un petit peu d'histoire française. Dans les années 1960, le Français Marcel Boiteux, grand dirigeant d'EDF, avait théorisé la tarification au coût marginal de l'électricité. Par une certaine cruauté de l'histoire, c'est en France que ce mécanisme est la cause d'une part importante de nos maux et a fait depuis deux ans la démonstration de sa caducité. Quoiqu'on puisse penser des différences de choix technologiques souverains de nos deux nations, force est de constater qu'un mécanisme qui produit chez nous un prix six à dix fois supérieur au coût réel de production n'est pas viable sur le long terme. Nos concitoyens ont eu à subir durement les conséquences et ne comprennent pas du tout, tout comme nos entreprises. Nos budgets nationaux ont alors été mis à contribution dans des proportions considérables, mais évidemment nécessaires pour en atténuer les effets. Il y a néanmoins, et c'est l'histoire, une convergence entre nos deux pays sur la nécessité de remettre à plat le mécanisme européen de l'électricité. La fixation du prix de notre énergie ne peut plus dépendre d'une ressource fossile quasi exclusivement importée en provenant d'États parfois concurrents sur la scène internationale et qui, notamment dans le cas du gaz de schiste américain, a un bilan carbone désastreux. Il est dans notre intérêt commun que toute technologie décarbonée puisse bénéficier d'un mécanisme de financement, de formation de prix et de soutien européen ambitieux. Il nous faut ainsi sortir d'une compétition mortifère à l'échelle européenne qui consiste à tenter de nous priver mutuellement de mécanismes de financement qui, *in fine*, impacteront quoiqu'il arrive l'ensemble de nos consommateurs dans un marché interconnecté et partagé. Ainsi, les contrats pour différences devraient pouvoir financer toutes les énergies décarbonées actuellement installées et futures. Quel est votre avis sur ce sujet ? Les députés socialistes français invitent par ailleurs nos deux assemblées à porter en Europe un mécanisme de financement et de fixation des prix de l'énergie accélérant nos



décarbonations dans le respect de nos choix souverains. Je vous remercie.

M. le **président Guillaume Kasbarian** :

Merci beaucoup. Monsieur le président, nous avons eu trois interventions françaises. Je crois que c'est à vous.

M. le **président Klaus Ernst** : Grand merci pour ces interventions. De notre côté, c'est Mme Scheer qui prendra la première la parole, pour le SPD.

Mme **Nina Scheer** (SPD) : Merci beaucoup. Je me réjouis vraiment de cette rencontre et de la possibilité d'échange qui nous est donnée. Vous venez d'évoquer ce à quoi ressemblerait un mécanisme commun de formation des prix. En Allemagne, nous discutons en ce moment de manière intense de la question de savoir comment ajuster un mécanisme de formation des prix.

M. le **président Klaus Ernst** : Un instant, nos collègues français n'ont pas la traduction. Numéro trois. Ça fonctionne.

Mme **Nina Scheer** (SPD) : OK, je recommence. Je me réjouis vraiment de cette rencontre et de la possibilité d'échange qui nous est donnée. Vous venez d'évoquer ce à quoi ressemblerait un mécanisme commun de formation des prix. Nous discutons très intensivement en ce moment, alors que nous sommes sur la voie de la montée en puissance des énergies renouvelables et des mutations qui l'accompagnent, y compris s'agissant du mix énergétique dans son ensemble et de la question de la sécurité énergétique et du maintien de capacités énergétiques, afin que l'énergie soit disponible en permanence, de la manière dont cela peut se refléter dans une nouvelle organisation du marché de l'électricité. Il est clair en effet qu'en raison du caractère fluctuant des énergies renouvelables, on a besoin de missions de gestion du réseau. On a besoin de stockage, on a besoin de compenser les périodes où les renouvelables ne sont pas disponibles ; le mix énergétique doit être orienté en ce sens.

La question qui se pose n'est donc pas de savoir si les énergies renouvelables apportent la sécurité, mais seulement de savoir comment les énergies renouvelables apportent la sécurité en combinaison avec d'autres instruments. Dans les

faits, durant la crise des prix de l'énergie, un défi distinct était constitué par la manière dont fonctionne le système de la préséance économique. Toutefois, comme chacun sait, il n'y a pas eu d'intervention dans ce système : seul un instrument de crise a été trouvé pour ne pas anticiper ce processus de transformation qui doit conduire à un nouveau marché de l'électricité. C'est précisément pour cela qu'il s'agit de mettre en place cette nouvelle organisation du marché de manière à trouver une autre approche des redevances de réseau, y compris à la lumière de l'arrêt de la CJUE, afin que nous trouvions des incitations pour intégrer également le stockage, de sorte que, sur la base de ces nouvelles énergies renouvelables – car nous voulons arriver à 100 % de renouvelables –, cela apparaisse comme un facteur de sécurité. Merci beaucoup.

M. le **président Klaus Ernst** : Merci. Le prochain orateur est M. Gebhart, pour la CDU/CSU.

M. **Thomas Gebhart** (CDU/CSU) : Merci Monsieur le Président. Je voudrais tout d'abord en profiter pour vous remercier très sincèrement, également au nom de notre groupe, d'être venus et de nous donner l'occasion de cet échange. C'est à nos yeux très important et nécessaire. Merci beaucoup, donc, y compris pour la soirée d'hier, où nous avons déjà pu commencer à discuter. C'était très positif et très intéressant.

Nous avons vu ces derniers mois qu'il y a un besoin de changements en ce qui concerne l'organisation du marché de l'électricité, car nous avons été amenés à constater, d'une part, combien les prix se sont en partie envolés, mais nous avons vu aussi que certains ont vraiment gagné beaucoup d'argent grâce à cette situation, sans doute plus que ce qui est acceptable. L'objectif doit être de trouver des réglementations qui conduisent à la mise en place d'incitations pour des investissements judicieux. Dans le même temps, il faut un mécanisme qui permette que les prix ne s'envolent pas, que ce soit pour les citoyennes et les citoyens, mais aussi et surtout pour l'économie et l'industrie. C'est une question de compétitivité, et je pense que nous avons sur ce point aussi des intérêts communs en très grand nombre et qu'il devrait donc être possible que nous pensions davantage en Européens lorsque nous pensons au futur. Au sein de l'UE, nous



avons des conditions différentes selon les places économiques, y compris pour la production de certaines formes d'énergie. Pour les différents types de production d'énergie, les conditions qui sont favorables à la place économique ne sont pas les mêmes en France ou en Espagne que, peut-être, en Allemagne, en Norvège ou au Danemark. Et ces différences, nous devons les exploiter à l'avenir de façon judicieuse, pour que tout le monde en profite. Cela veut dire plus d'Europe et plus d'échanges : je crois qu'ici, cela serait la bonne direction à prendre. Indépendamment de cela, nous avons naturellement des choses à faire au niveau national en Allemagne, et nous proposons actuellement, par exemple, de baisser la taxe sur l'électricité au minimum européen, afin d'alléger cette charge.

**M. le président Klaus Ernst** : La parole est maintenant, pour Les Verts, à M. le secrétaire d'État Wenzel, puisque les députés du groupe Alliance 90/Les Verts ne sont pas encore là.

**M. Stefan Wenzel** (Alliance 90/Les Verts) : Merci beaucoup, Messieurs les Présidents. Je suis particulièrement ravi que nous soyons réunis à ce niveau. Mesdames et Messieurs les Députés de l'Assemblée nationale, chers collègues du Bundestag, je me félicite qu'il nous soit possible d'avoir cette discussion commune. L'an dernier, en Europe, nous avons eu une très grave crise sur les prix de l'énergie, particulièrement chez nous, en Allemagne, en raison de la grande dépendance vis-à-vis du gaz russe ; les répercussions de cette crise ont été très fortes non seulement en Europe, mais partout dans le monde. Nous sommes très reconnaissants de la bonne coopération que nous avons avec la France et nos autres partenaires européens : cela nous a beaucoup aidés à surmonter cet immense défi. Nous avons adopté beaucoup de décisions communes l'an dernier : deux semaines seulement après l'agression russe contre l'Ukraine, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne se sont retrouvés à Versailles, près de Paris, et ont mis sur les rails le plan REPowerEU. Ensemble, nous avons fait de nombreuses avancées pour promouvoir des mesures d'urgence concernant l'électricité. Pour la première fois, nous avons acheté du gaz à la France, qui nous a apporté un soutien ; les interconnexions, qui permettent des

transports communs d'électricité et des échanges, ont été et seront encore renforcées. Et nous avons un intérêt élevé à travailler dans le futur également en coopération étroite avec la France. Nous avons une histoire et un parcours différents – vous l'avez évoqué, Monsieur le Président Kasbarian – s'agissant de notre approvisionnement énergétique. La composition du mix des différentes sources de production est définie à l'échelon national. Cela ne doit toutefois pas nous empêcher de trouver ensemble des solutions positives pour l'avenir. Nous avons des défis communs, lorsqu'il s'agit par exemple d'avoir des prix compétitifs pour nos entreprises. J'étais moi-même à Paris, où j'ai parlé avec l'Union [française de l'électricité], l'organisation partenaire de la Fédération allemande des industries de l'énergie et de l'eau (BDEW), et je serais heureux que nous restions en dialogue étroit.

**M. le président Klaus Ernst** : Nous continuons maintenant avec trois de vos collègues.

**M. le président Guillaume Kasbarian** : Merci beaucoup. Je vais donner la parole à M. Philippe Bolo.

**M. Philippe Bolo** (Démocrate) : Merci, Monsieur le Président. Mes chers collègues, depuis l'agression de l'Ukraine par la Russie et la déstabilisation des équilibres géopolitiques et économiques qu'elle a enclenchée, l'énergie a changé de statut. Il est loin derrière nous, le temps où l'on actionnait machinalement un interrupteur parce que l'électricité était abondante et bon marché. L'énergie du quotidien, de nos entreprises, de nos logements, de nos services publics, de chacune et chacun des Français, est désormais regardée de près parce qu'elle coûte cher. Le retour à des prix bas de l'énergie relève d'une équation complexe. Il nous faut en effet pouvoir produire des électrons peu chers, alors que, dans le même temps, nous devons financer d'importants investissements pour décarboner et augmenter notre production électrique. La solution réside au niveau européen avec un nouveau modèle du marché de l'électricité. Nous devons nous extraire d'une forme de schizophrénie qui, d'un côté, nous pousse à nous passer des énergies fossiles quand, dans le même temps, les règles de notre marché





commun fixent le prix de l'électricité sur celui d'une énergie fossile, le gaz. Sans doute faut-il aussi nous interroger sur les fondements de notre politique commune, définis par l'article 194 du Traité de fonctionnement de l'Union européenne. Je vous rappelle que le traité porte comme ambition la construction d'un marché européen de l'énergie permettant une maîtrise des prix des approvisionnements. Cependant, l'article 194 du traité indique que les États membres demeurent libres d'exploiter comme ils l'entendent leurs ressources énergétiques et peuvent librement choisir leurs sources d'énergie et leur approvisionnement. Comment conjuguer des stratégies nationales différentes pour atteindre un objectif continental commun ? Si le défi à relever est immense, il ne faut pas se résigner. Il faut très vite préciser comment renforcer et pérenniser une politique européenne de l'énergie qui réunisse prix, disponibilité et sobriété. C'est un enjeu de résilience, de souveraineté européenne, qui nous permettra de nous libérer de nos dépendances d'autres régions du monde dont les stratégies ne sont pas nécessairement de faciliter les intérêts européens.

**M. le président Guillaume Kasbarian :** Merci beaucoup. Je vous propose de passer à M. Vincent Rolland.

**M. Vincent Rolland** (Les Républicains) : Merci beaucoup, Monsieur le Président. Le marché de l'énergie n'est pas un marché tout à fait comme les autres. Nous l'avons entendu ce matin et cet après-midi : il s'agit d'un marché stratégique où la souveraineté nationale et européenne est absolument en jeu. Nous sommes, Les Républicains, comme je le disais ce matin, très favorables à l'énergie nucléaire, depuis toujours. Mais dans l'organisation de la production d'énergie, nous avons jusqu'à maintenant assez peu parlé de l'hydroélectricité. Il se trouve que l'État français, à la moitié du 20<sup>e</sup> siècle, a beaucoup investi dans les barrages pour produire de l'hydroélectricité et nous avons un bras de fer avec la Commission européenne s'agissant de la remise en concurrence des concessions hydroélectriques. Pour moi, la production électrique doit absolument rester dans le giron de la nation, puisqu'il en revient, comme je le disais tout à l'heure, à une question à la fois de

souveraineté énergétique, mais aussi et surtout de souveraineté économique.

**M. le président Guillaume Kasbarian :** Bien. Y a-t-il une dernière intervention de nos collègues ? Peut-être que Marie-Noëlle Battistel voulait apporter une précision rapide, ou une question rapide ?

**Mme Marie-Noëlle Battistel** (Socialiste) : Oui, en dix secondes, puisque ce matin, le sujet a été évoqué, et également tout à l'heure, sur la question du tarif de l'électricité aux électro-intensifs et on peine à trouver une solution, même si elle est en cours de réflexion avec EDF et des conventions avec des risques partagés. Est-ce que vous avez d'autres idées ou mieux ?

**M. le président Guillaume Kasbarian :** Voilà, Monsieur le Président.

**M. le président Klaus Ernst :** Le prochain orateur pour notre commission est M. Kraft, de l'AfD.

**M. Rainer Kraft** (AfD) : C'est à notre tour. Merci, Messieurs les Présidents, et encore un grand merci à la délégation parlementaire française de nous rendre visite ici, à Berlin, en Allemagne.

En 2019 déjà, la politique énergétique de l'Allemagne avait été taxée de politique la plus stupide du monde par le Wall Street Journal. Nous étions trois ans avant l'escalade de la guerre de la Russie contre l'Ukraine. Nous voyons donc que les erreurs ont été produites ici, chez nous, et ne trouvent pas tant que ça leur origine dans les développements de l'actualité. Notre collègue y a fait allusion : en Allemagne aussi, l'accès à l'énergie et spécialement à l'électricité est menacé. Cela tient principalement au fait que nous avons en Allemagne des prix de l'énergie extrêmement élevés, auxquels toutes les couches de la société ne peuvent plus faire face. Comme solution, il serait naturellement important de modifier les conditions-cadres. Nous avons maintenant un débat sur le prix de l'électricité pour l'industrie, auquel, du point de vue allemand, le ministre de l'Économie doit apporter une réponse en introduisant un plafond au prix de l'électricité pour l'industrie, financé par des moyens correspondants prélevés sur le budget fédéral. C'est à peu près comme si j'essayais de pousser un



cycliste tout en m'accrochant à la selle de son vélo. Les prix élevés de l'énergie sont en effet le résultat de mauvaises conditions-cadres, pas nécessairement fixées par l'actuel gouvernement, mais plutôt, il faut le dire, par les gouvernements précédents, depuis 2019. Pour répondre à ce défi, il faudrait développer à grande échelle l'offre en Allemagne. Je ne pense pas ici à la mise à disposition de capacités qui sont dépendantes de l'heure du jour ou de la période de l'année ; je pense à des capacités qui peuvent fournir de l'énergie de manière certaine pendant 90 % du temps. Nous avons besoin d'un accès à de très grandes quantités d'énergie fiable, et cette extension de l'offre se répercuterait alors sur les prix de l'énergie ici en Allemagne, et ferait fondamentalement baisser les prix de l'électricité en Allemagne tant pour les utilisateurs privés que pour les utilisateurs commerciaux. C'est exactement de ce signal que nous avons besoin en Allemagne.

M. le **président Klaus Ernst** : Merci. La parole est à M. Kruse, pour le FDP.

M. **Michael Kruse** (FDP) : Merci, Monsieur le Président, et bienvenue ici à Berlin, également de la part des libéraux démocrates. Nous sommes très heureux d'avoir pu concrétiser cette réunion conjointe de nos commissions, car nous considérons que le partenariat franco-allemand au sein de l'Europe, mais aussi au sein de l'Union européenne, n'est pas seulement un acquis historique, mais aussi un axe tout à fait essentiel lorsqu'il s'agit de résoudre des défis actuels pour notre continent et pour notre communauté.

Dans ce contexte, la politique de l'énergie s'est retrouvée sous tension précisément du fait de la Russie. La guerre d'agression russe contre l'Ukraine a produit un effet considérable, mais déjà avant l'invasion russe en Ukraine, une guerre de l'énergie contre l'Europe occidentale avait débuté. Cette guerre de l'énergie a représenté un défi également au niveau des infrastructures qui étaient de propriété russe en Allemagne. Au cours de l'année écoulée, nous avons surmonté de grands défis, et nous regardons maintenant l'avenir avec optimisme ; faisant partie d'un groupe parlementaire qui soutient le gouvernement allemand, je peux dire que l'alliance étroite avec la France est une priorité de

premier plan pour nous, car nous savons qu'une intégration commune approfondie ne peut fonctionner en Europe que si l'Allemagne et la France parlent d'une même voix. C'est pourquoi la présente réunion de nos commissions est très utile pour mettre ces sujets sur la table et, naturellement, la question de l'organisation future du marché de l'électricité et de la formation du prix dans ce système est aussi un thème important pour nous. Nous nous félicitons dès lors d'échanger sur ce sujet et, pour notre part, nous pouvons surtout très bien concevoir que les systèmes allemand et français soient reliés l'un à l'autre de manière encore plus approfondie.

M. le **président Klaus Ernst** : La parole est à M. Lenkert, pour La Gauche.

M. **Ralph Lenkert** (La Gauche) : Merci Monsieur le Président. Nous nous réjouissons également que vous soyez parmi nous. Pour nous, La Gauche, l'approvisionnement énergétique est une mission d'intérêt général qui, de notre point de vue, doit être garantie et assurée par l'État et ne peut être abandonnée aux spéculations boursières. C'est une condition fondamentale pour nous et c'est pourquoi nous avons besoin, même si cela passe par le marché, d'un contrôle strict des prix, ce qui manque.

Ce qui est aussi important pour nous pour l'avenir, c'est que le marché de l'électricité soit adapté aux exigences flexibles d'un système incluant les renouvelables. Sur ce point, nous observons en ce moment des obstacles majeurs de la part de la Commission européenne qui, dans ses efforts et tentatives de réglementation, est encore toujours enfermée dans l'idée d'un système qui doit produire de manière constante et consommer au mieux la même électricité pendant 8 760 heures. Sur ce point précis, nous voudrions plus de flexibilité dans le système ; nous voudrions que ce soit possible. Nous allons au-devant du défi de la transformation dans l'ensemble de la filière énergétique et de l'économie, qui devrait être naturellement coordonnée de mieux que l'on peut ; cette conception stricte du découplage telle que l'ont certains à la Commission européenne est contre-productive pour une conversion économiquement efficace de l'économie vers les renouvelables. Autrement dit, cette idée du découplage défendue



par la Commission européenne, avec une séparation complète du point de vue des droits de propriété, est une erreur.

Un point également important, si l'on maintient le marché – ce qui n'est pas la meilleure solution de notre point de vue –, il faut alors transformer le système de la préséance économique de telle sorte que les surprofits tels qu'on les a vus cette dernière année ne soient plus possibles : il doit y avoir un prélèvement des bénéfices excédentaires. Il y a différentes possibilités : on peut travailler avec les CFD. Il y a en tout état de cause une nécessité d'intervenir sur cette question, et ce serait une bonne chose que l'Allemagne et la France coopèrent davantage ; nous devons toutefois trouver d'abord un accord en Allemagne.

Il est très important que les coûts engendrés par un système de fourniture d'électricité, et précisément tous les coûts, soient équitablement répartis. Il n'est pas admissible qu'une partie de la société s'exonère par exemple des coûts de réseau, comme certaines branches de l'industrie, et réclame une extension du réseau, du système de réseau d'électricité, sans participer à la prise en charge des coûts. On pourrait alors exiger tout ce qu'on veut si on ne doit pas le payer soi-même. Nous avons donc un besoin urgent de changements ; si le tournant énergétique échoue, il échouera selon moi à cause de la réglementation.

**M. le président Klaus Ernst :** Merci. J'ai pu constater un très grand nombre de traits communs entre les positions françaises et allemandes. Je voudrais peut-être m'arrêter sur un point avant de poursuivre : chez nous, en Allemagne, le gouvernement a récemment expliqué que la production industrielle était en réalité à un niveau normal, mais que nous avions une chute de 20 % de la production électro-intensive, autrement dit un recul de 20 % de la production industrielle dans les secteurs à forte consommation d'énergie. C'est bien sûr aussi un défi, auquel nous tentons de faire face avec des systèmes qui, en ce moment, sont encore différents. Il y a chez nous un débat sur le prix de l'électricité pour l'industrie, mais aussi des discussions, toujours en cours, sur la façon dont on pourrait réduire la charge financière pour l'État. Je pense que c'était un point intéressant, avec lequel nous avons défini des

éléments sur lesquels nous devrions certainement rester en discussion. Tout cela n'est en effet qu'une approche des sujets, et pas encore une solution.

Le deuxième bloc que nous voulions aborder était celui des perspectives concernant un gazoduc, en particulier un gazoduc à hydrogène traversant les Pyrénées, ce qui nous permet d'évoquer la problématique de l'hydrogène. Pour le Bundestag, le premier orateur est notre collègue Andreas Rimkus, du SPD, qui s'intéresse de très près au sujet de l'hydrogène depuis des années. C'est à vous.

**M. Andreas Rimkus (SPD) :** Merci beaucoup. Je suis très heureux que nous puissions nous réunir dans un format d'échange comme celui-ci, car il est particulièrement important de consolider et d'améliorer concrètement la coopération franco-allemande également sur la question de l'énergie et sur celle du climat. Je viens moi-même de Düsseldorf et nous aimons nous qualifier nous-mêmes de « Petit Paris », soit dit en passant ; nous sommes en effet une ville très française et nous sommes par conséquent très attirés par l'art de vivre à la française. Mais justement parce que nous avons cette inclination, j'aimerais répondre à la question qui se pose à nous : quelles idées y a-t-il en effet encore, concrètement, pour définir une organisation du marché de l'électricité et notamment pour faire en sorte que nos grandes industries aient encore un futur, non seulement au niveau bilatéral, mais aussi en Europe et dans le monde ? Nous travaillons d'arrache-pied pour parvenir à un prix de l'électricité pour l'industrie conçu dans le sens d'un prix de l'électricité pour la transformation, qui doit aider à mettre en pratique la transition jusqu'à ce que nous puissions approvisionner nos industries avec des énergies renouvelables de façon correcte, au niveau du prix, mais aussi au niveau des volumes, le tout de façon abordable. Je voulais rappeler cela d'emblée, car nous n'avions plus eu la possibilité de réagir à ce qui avait été dit.

En ce qui concerne l'hydrogène, c'est bien sûr d'une importance capitale : il est nécessaire et judicieux, en particulier pour répondre aux besoins énergétiques énormes de notre pays, de renforcer l'interconnectivité en matière de transport. Pas seulement du côté de l'électricité,



mais surtout du côté du gaz. Et le système gazier moderne que nous mettons en place dans l'optique d'une colonne vertébrale de l'hydrogène en Europe, mais aussi au niveau national, est également marqué par la question : est-ce que nous aurons un gazoduc à travers les Pyrénées – l'ancien projet Midcat –, ou est-ce que nous allons maintenant avoir la possibilité de passer par la Méditerranée, c'est-à-dire par Barcelone-Marseille, mais aussi de créer rapidement des perspectives pour que nos collègues du sud-ouest, en Espagne et au Portugal, aient aussi la possibilité d'obtenir une connexion ? C'est un point extrêmement important. Nous espérons qu'il y aura pour cela un terrain fertile, y compris parce que c'est ce que nous voulons aussi, car le rapprochement européen sera d'autant plus évident sur ce point.

Permettez-moi une dernière remarque : si vous nous aidez à faire en sorte que les règles spéciales de découplage pour l'Allemagne puissent être accompagnées de manière positive dans ce domaine, nous en serions également assez heureux.

M. le **président Klaus Ernst** : L'orateur suivant, pour la CDU/CSU, est M. Jung.

M. **Andreas Jung** (CDU/CDU) : Cher collègue, chers collègues, nous nous félicitons vivement de cet échange. Nous considérons que le partenariat franco-allemand est essentiel. Il est aussi essentiel pour l'Europe, cela doit être notre contribution pour faire avancer l'Europe. C'est ce que nous devrions toujours faire d'emblée, y compris dans le format du Triangle de Weimar avec nos collègues polonais, surtout en ce qui concerne les questions énergétiques et climatiques, où des expériences et des contextes très différents peuvent être rapprochés, et doivent d'ailleurs l'être. Nous avons beaucoup apprécié que le Conseil des ministres franco-allemand du 22 janvier dernier ait mis en place un groupe de travail sur le thème de l'hydrogène et on a pu lire qu'il a été annoncé que les résultats seraient disponibles en avril de cette année. Nous sommes maintenant en septembre et il n'y a pas de résultats. Je le dis très clairement : nous n'avons plus jamais entendu parler de ce groupe de travail. Cela met malheureusement en lumière le fait que nous sommes trop peu unis et trop divisés sur la question de l'hydrogène. Nous avons assisté

à une confrontation publique entre Olaf Scholz et Emmanuel Macron. Nous avons besoin d'une nouvelle dynamique pour plus d'unité, dotée d'une stratégie commune. Une stratégie européenne commune en matière d'hydrogène doit signifier que nous l'abordons dans un esprit d'ouverture, y compris à l'égard de tout l'arc-en-ciel des modes de production, car il ne peut en être autrement dans une stratégie européenne. Nous devons mettre en commun nos potentiels et, en matière de politique énergétique, nous devons, ou certains doivent renoncer à mener la discussion en faisant la leçon aux autres. Nous devons mener cette discussion de manière à respecter les stratégies des autres et à trouver ensuite des synergies communes, puis à mettre en commun les potentiels, les forces dans la stratégie. Nous avons besoin de l'infrastructure commune, nous avons besoin de fiabilité dans la poursuite du pipeline de la France vers l'Allemagne. Cela ne doit pas intervenir dans un débat sur l'énergie nucléaire qui s'enflamme toujours. Nous avons besoin de fiabilité et de clarté, nous devrions aller de l'avant pour une région transfrontalière de l'hydrogène et nous devrions d'ailleurs organiser nos importations en commun, comme on l'a fait pour les vaccins et les médicaments, également pour l'hydrogène. Merci beaucoup.

M. le **président Klaus Ernst** : Merci beaucoup, Monsieur Jung. Pour les Verts, je donne maintenant la parole à Mme Nestle.

Mme **Ingrid Nestle** (Alliance 90/Les Verts) : Merci beaucoup, Monsieur le Président. Je voudrais volontiers me joindre à mes collègues qui ont déjà souligné l'importance de l'amitié franco-allemande et combien nous sommes heureux que vous rendiez cet échange possible avec nous aujourd'hui. Je pense que cela reste un axe très, très important, notamment en matière de politique énergétique, où nous sommes justement confrontés à des défis en tant qu'Europe. Une Europe où nous ne pouvons pas poursuivre simplement dans l'ancien système auquel nous étions habitués – je crois que c'est ce que mon collègue Kruse vient de décrire : la guerre énergétique qui est menée contre nous, contre l'Europe, avant même que la guerre contre l'Ukraine n'éclate, nécessite des réponses décisives. Nous avons fait une bonne partie du



chemin, mais pour la perspective à long terme, nous avons besoin de plus.

Je pense que l'hydrogène est un élément très, très important du système. Ce n'est bien sûr pas le seul, mais c'est un élément, sur lequel nous devrions aussi penser à l'échelle européenne. Sur lequel nous voulons penser en Européens. Sur lequel nous avons d'énormes opportunités, parce qu'il y a de très bons potentiels, mais ils ne sont pas tous là où se trouvent vraiment la consommation, dans les bassins de consommation, là où on consomme vraiment beaucoup et où il y a un besoin urgent. C'est pourquoi je pense que la construction d'une infrastructure de pipelines à hydrogène en Europe est une contribution très importante à notre indépendance, à notre résilience, à notre force, qui nous permet de rester debout en tant qu'Europe, même en cas d'actions hostiles venues de l'extérieur. De la même manière que nous avons mis en place toute une série de choses en Europe pour accélérer la planification, je serais très heureuse que nous puissions résolument permettre et construire des infrastructures ici aussi. Je sais que ce n'est pas toujours facile, nous avons aussi nos « batailles » ici en Allemagne, parce que l'infrastructure est maintenant construite de manière sensiblement plus rapide que par le passé. Beaucoup de choses pourraient certainement être accélérées, mais je pense que nous avons là une tâche très importante à assumer pour nos pays. Mon temps de parole est écoulé. Je me réjouis d'entendre vos commentaires. Merci.

M. le **président Klaus Ernst** : Monsieur Kasbarian.

M. le **président Guillaume Kasbarian** : Oui, juste avant de passer la parole à M. Vojetta. Je tenais à rassurer M. Jung sur le fait que, évidemment, chaque pays a sa stratégie énergétique et fait ses choix dans le respect du choix des autres. Nous exposons la stratégie de la France, les choix de mix électrique de la France, et nous nous gardons bien de donner des leçons à quiconque sur le bon modèle. À chacun le sien, mais ça va dans les deux sens, c'est-à-dire que, de l'autre côté, quand on souhaite nous aussi produire de l'hydrogène et qu'on est capable d'en produire à partir d'une énergie décarbonée, qui est le nucléaire, cela mérite aussi de respecter le choix fait par le voisin. Et c'est dans ce respect mutuel des choix

des uns et des autres que, je crois, nous pouvons avancer en produisant tous de l'hydrogène à partir d'énergie non carbonée, le non carboné étant renouvelable et également nucléaire. Mais Monsieur Vojetta, peut-être voulez-vous intervenir sur le sujet ?

M. **Stéphane Vojetta** (Renaissance) : Oui, effectivement, merci. Simplement pour vous confirmer que, quelques jours avant le conseil des ministres franco-allemand du 22 janvier, il y avait eu à Barcelone le sommet franco-espagnol durant lequel a été signé le traité d'amitié franco-espagnol, un traité qui a sanctifié la volonté commune des deux pays de construire le gazoduc d'hydrogène H2Med entre Barcelone et Marseille. C'est un projet qui viendra remplacer et enterrer définitivement le projet MidCat, qui, lui, était un projet de gazoduc gaz naturel. Comme vous savez, on ne peut pas faire voyager le gaz naturel et l'hydrogène dans les mêmes tuyaux. C'est incompatible, ce ne sont pas les mêmes matériaux, les risques de fuite sont trop importants. Par ailleurs, la volonté de la France, et, je pense, de toute l'Europe, consiste à décarboner le plus rapidement possible son économie et cela consiste à ne pas investir plus d'argent dans des infrastructures qui conduisent à maintenir cette carbonation. C'est pour cela que le choix a été fait, et c'est un choix qui a été partagé et validé par l'Espagne, de se diriger plutôt vers un hydrogènoduc entre Barcelone et Marseille, qui pourra se connecter au backbone européen, qui pourra permettre à l'Espagne et au Portugal d'exporter leur hydrogène vert vers la France et l'Allemagne *in fine*, et qui pourra aussi permettre à la France, comme l'a dit M. Kasbarian, de faire circuler notre hydrogène carbone au sein du marché européen et ainsi de nous assurer d'une transition énergétique qui aille dans le bon sens.

M. le **président Guillaume Kasbarian** : Merci beaucoup. Est-ce que quelqu'un souhaiterait... ? Monsieur Fournier ?

M. **Charles Fournier** (Ecologiste) : Merci beaucoup. Sur la question de l'hydrogène : évidemment c'est un vecteur d'énergie qui est nécessaire et qui sera nécessaire demain, dans tous les schémas, quels que soient ceux que nous adoptons. Nous avons besoin sans doute



d'hydrogène notamment pour stocker les énergies renouvelables et organiser le meilleur pilotage de ces énergies renouvelables. Nous en avons besoin, dans des boucles locales pour alimenter de la mobilité lourde, des mobilités ancrées dans nos territoires. Il y a plein de perspectives sur l'hydrogène. En même temps, il est utile de ne pas non plus imaginer que ça devient le nouvel or vert et qui va remplacer notre problème avec le pétrole et avec les fossiles, et que ce serait la solution unique, parce que nous reproduirions les erreurs du passé avec un autre sujet, qui serait celui de l'hydrogène. Nous ne pouvons être que favorables à remplacer une dépendance au gaz russe par une souveraineté européenne autour de l'hydrogène. La perspective d'un gazoduc ne pose pas de problème en soi. Il faut pouvoir pousser ces sujets-là. Maintenant, il nous faut aussi regarder ce que tout cela va coûter aussi en réseau de distribution ; au-delà du gazoduc, comment cet hydrogène sera rendu disponible dans nos territoires. On peut en injecter dans les réseaux de gaz existants, mais il y a des limites aujourd'hui là-dessus. Il y a des sauts technologiques qui sont nécessaires pour que cet hydrogène arrive à destination. Et puis, il y a un coût, une maturité de la filière hydrogène qui n'est pas totalement acquise aujourd'hui. Ça coûte cher. Par exemple, pour la mobilité voiture, où cela fait débat entre mettre de l'électricité qui viendrait de centrale nucléaire ou transformer cette électricité en hydrogène. Un double processus pour assez peu de gain, finalement. Je crois donc que, en matière d'énergie comme d'une façon générale, il faut raisonner nos choix, il faut avoir une vision de mix, ne pas avoir une vision unique. Mais parfois, avec l'hydrogène c'est un peu l'inquiétude que nous pourrions avoir.

**M. le président Guillaume Kasbarian :**  
Chers collègues, y a-t-il une dernière intervention ? Monsieur Laisney.

**M. Maxime Laisney (La France insoumise) :**  
Merci, président. Je vais aller dans le sens de mon collègue Fournier. Ce matin, j'ai déjà mis en garde sur l'espèce de miracle autour de l'hydrogène. Quelques points : évidemment, l'Allemagne est souveraine pour faire ses choix en matière énergétique, mais je ne suis par exemple pas d'accord avec la formule qui consiste à dire que

toutes les couleurs de l'arc-en-ciel sont valables pour obtenir de l'hydrogène. Je pense que l'hydrogène dont on a besoin dans un mix 100 % renouvelable, c'est l'hydrogène produit à partir du renouvelable. D'ailleurs, je vous engage, vous les Allemands, à tenir bon dans le bras de fer avec mon gouvernement qui souhaite imposer l'hydrogène décarboné issu du nucléaire dans les négociations. Je dirais dans le sujet suivant pourquoi nous sommes pour la sortie du nucléaire. Et dernière chose : j'ai participé il y a quelque temps à un séminaire avec de nombreux scientifiques, dont un chercheur de l'IFPEN en France – l'institut français du pétrole et des énergies renouvelables – qui faisait valoir que, rien que pour remplacer l'hydrogène qui est actuellement utilisé dans l'industrie mondiale – je ne parle donc même pas de utiliser de l'hydrogène pour de nouveaux usages – si on voulait remplacer tout cet hydrogène brun, gris, etc. par de l'hydrogène vert, il faudrait construire 600 réacteurs nucléaires dans le monde, sachant qu'il y en a à peu près seulement 435 en fonctionnement. Ne pas donc mettre tous ces œufs dans le même panier, ce panier de l'hydrogène.

**M. le président Guillaume Kasbarian :** Bien, Monsieur le Président, je crois qu'on a eu trois interventions françaises. Je vous cède la parole.

**M. le président Klaus Ernst :** Notre collègue Hilse est le premier à prendre la parole.

**M. Karsten Hilse (AfD) :** Oui, merci beaucoup, et également merci de ma part pour cette discussion et cette rencontre. Monsieur Fournier, vous avez à juste titre mis en garde le gouvernement, ou disons la politique allemande, contre le fait de miser entièrement sur l'hydrogène. D'abord parce que les coûts sont très élevés, ensuite parce que certaines techniques n'existent pour ainsi dire pas encore. Le problème de la politique énergétique allemande, du moins celle que nous voyons depuis quelques années, c'est qu'elle devient de plus en plus dépendante des importations étrangères. Nous le voyons depuis la fermeture des dernières centrales nucléaires, c'est-à-dire une augmentation massive des importations d'électricité, en priorité bien sûr des centrales nucléaires de France. C'est bien ce qu'il y a d'absurde. Maintenant, on continue à vouloir



absolument miser sur l'hydrogène, mais là encore, on devient dépendant, dépendant d'autres pays, de vous par exemple. Vous devriez en quelque sorte accepter que ce gazoduc d'hydrogène traversant les Pyrénées passe à travers toute la France. Cela signifie que l'on se rend à nouveau dépendant d'une source d'énergie chère, extrêmement chère, dont on ne peut pas garantir soi-même qu'on peut la produire. On s'engage donc à nouveau dans une nouvelle dépendance ; la politique allemande peut s'estimer heureuse qu'en fin de compte, les Français nous viennent toujours en aide, pour le moment avec des importations d'électricité et plus tard, le cas échéant, avec de l'hydrogène. Peut-être l'un d'entre vous peut-il nous dire comment la politique française envisage la chose. Qui va finalement payer ce pipeline d'hydrogène ? Donc je suppose que les Français nous diront : les amis, si vous voulez de l'hydrogène, alors s'il vous plaît, payez ce pipeline. Ce serait bien si quelqu'un pouvait répondre à cette question. Il est bien sûr possible que vous ne le sachiez pas encore ou que vous ne vouliez pas le dire pour le moment. Merci beaucoup.

M. le **président Klaus Ernst** : Merci. Monsieur in der Beek pour le FDP.

M. **Olaf in der Beek** (FDP) : Tout d'abord, je vous remercie chaleureusement pour cet échange. Je pense qu'il faudrait réfléchir à la manière de le pérenniser afin de pouvoir réellement avancer dans les projets entre les deux pays, et je pense que cette sélection de thèmes de discussion individuels est à cet égard très pertinente.

Pour y revenir sur un sujet abordé, je pense bien sûr que l'hydrogène est actuellement un bien rare et donc très cher. Si nous parlons d'économies d'échelle, ce bien sera également moins cher et pourra également être mieux utilisé pour nos industries, tant en France qu'en Allemagne. Oui, c'est vrai, il y a un grand besoin d'un pipeline d'hydrogène en Allemagne. Je pense aussi que c'est une bonne chose, et surtout, je pense qu'il est juste de négocier en premier lieu au sein de l'Union européenne, avec une communauté de valeurs, c'est-à-dire avec des États qui pensent de la même manière que nous, qui partagent les mêmes valeurs et avec lesquels on peut faire des affaires en toute tranquillité et s'engager dans des

projets à long terme. C'est pourquoi je serais très heureux qu'une telle démarche soit entreprise en France avec nous, avec l'Espagne et avec le Portugal, afin que nous puissions à l'avenir prendre en main notre approvisionnement en hydrogène et en assumer la responsabilité. Je voudrais également dire que, compte tenu des quantités d'hydrogène dont nous avons besoin pour nos industries, nous devrions peut-être aussi nous tourner vers le Maghreb et voir si un tel pipeline ne pourrait pas être prolongé, avec l'Union européenne en ligne de mire. Là-bas aussi, de grandes quantités d'hydrogène sont proposées et ils souhaitent également commercer davantage avec l'Europe à l'avenir ; peut-être devrions-nous en profiter pour nous engager ensemble sur de telles voies, de manière concertée. Merci beaucoup.

M. le **président Klaus Ernst** : Merci. La parole est à Monsieur Lenkert.

M. **Ralph Lenkert** (La Gauche) : Merci beaucoup. Pour commencer, je me réjouis de l'accord intervenu entre la France et l'Espagne pour travailler ensemble. Cela nous aide tous et nous avons pu constater l'importance de cette coopération l'automne et l'hiver derniers, lorsque nous avons réussi ensemble à stabiliser nos deux systèmes énergétiques et à les maintenir ensemble grâce aux livraisons de gaz de la France et aux livraisons d'électricité de l'Allemagne vers la France. Cette coopération est tout aussi indispensable pour l'avenir. C'est pourquoi je me réjouis de ce pipeline d'hydrogène, car les pipelines sont pour l'instant le seul moyen raisonnable de transporter de l'hydrogène pur. Ce qui est également important de notre point de vue, c'est que nous devons bien sûr assurer la montée en puissance de la production d'hydrogène au sein de l'Union européenne. Il est donc difficile de miser exclusivement sur de nouvelles installations supplémentaires pour l'hydrogène vert. Ainsi, si une région dispose d'un excédent d'électricité produite de manière décarbonée, l'hydrogène produit à partir de cette électricité devrait en principe être possible, surtout s'il s'agit d'énergies renouvelables. De notre point de vue, il serait également important que nous encouragions la montée en puissance de notre industrie, précisément pour tout ce qui est nécessaire autour



de l'hydrogène, de l'électrolyse au transport, en passant par les technologies de transport et les technologies d'application. Il est bien sûr judicieux d'utiliser l'hydrogène en premier lieu là où il a le plus d'impact, c'est-à-dire dans la décarbonation de notre industrie sidérurgique commune. C'est là qu'il a le plus d'effet, c'est pour cela qu'il faut y recourir en priorité, et pour d'autres utilisations, il faut penser à d'autres choses.

Ce qui m'intéresserait aussi est la question suivante : la France a traditionnellement de très bonnes relations, et même une très grande expérience avec l'Afrique du Nord. Dans quelle mesure voyez-vous un potentiel de coopération avec l'Afrique du Nord, pas uniquement avec un seul pipeline, mais aussi, de notre point de vue, avec plusieurs pipelines, parce qu'un pipeline peut aussi tomber en panne, se casser ou être cassé ? Il serait donc important, de mon point de vue, de savoir aussi comment vous évaluez la manière dont la coopération avec d'autres pays d'Afrique du Nord pourrait être possible s'agissant de la livraison d'hydrogène par pipeline.

**M. le président Guillaume Kasbarian :** J'aurais du mal à vous donner les perspectives de coopération avec le Maghreb à ce jour, parce que les relations peuvent être parfois un peu variables, parfois un peu tendues. J'aurais du mal à vous dire si l'extension au Maghreb, c'est pour tout de suite, ou pour demain, ou pour après-demain, et d'ailleurs avec quel pays du Maghreb, puisque la relation avec les pays du Maghreb peut être différente entre les États. Je me garderai bien de m'avancer personnellement sur le sujet. Peut-être que certains collègues vont vouloir s'avancer, mais en tout cas, je serai très prudent sur le sujet. Et sans plus attendre, est-ce que l'un d'entre vous veut réagir à ce que nous avons entendu ? Monsieur Vojetta.

**M. Stéphane Vojetta (Renaissance) :** Je voulais simplement compléter mon propos et confirmer d'ailleurs, car il me semble que c'est ce qu'a fait la secrétaire d'État allemande qui était là dans la réunion du matin, confirmer le soutien de l'Allemagne, soutien financier en tout cas, c'est ce qui a été implicitement dit, à la construction du gazoduc d'hydrogène qui sera intégré à l'axe d'hydrogène vers l'Allemagne dans le Rhône, et

qu'effectivement en termes de nomenclature et de définition de l'hydrogène vert ou gris, la vision française, à savoir l'acceptabilité de l'hydrogène d'origine nucléaire, est effectivement validée. À partir de là, il me semble que cela confirme que nous allons dans le sens de permettre à l'Allemagne, notamment, qui avait un grand intérêt dans ce projet, de pouvoir compter sur l'hydrogène vert pour sa transition énergétique, tout en sachant que l'Espagne ne sera pas en mesure d'exporter de l'hydrogène vert avant 2035, 2030 au mieux, en tout cas, cela reste à un horizon assez lointain. Effectivement, quant aux perspectives d'une intégration des pays du Maghreb dans ce schéma, il faut aussi, en plus de ce qu'a commenté Guillaume Kasbarian, compter avec les problématiques de relations entre les pays du Maghreb, puisqu'on sait que, par exemple, le Maroc a bloqué régulièrement l'exportation de gaz naturel algérien à travers le pipeline qui le lie à l'Espagne. Il est donc très difficile de s'avancer sur ce sujet et on serait loin de pouvoir et vouloir vous donner une position ferme.

**M. Charles Fournier (Ecologiste) :** On voit bien que la question de la souveraineté est manipulée à différentes échelles et à plusieurs variations. Nous, en tout cas, sommes plutôt favorables à travailler, évidemment en Européens, sur la question de la souveraineté énergétique, d'envisager d'autres coopérations. C'est tout à fait imaginable. Mais on voit bien à quoi on se heurte assez rapidement dans les appréciations, avec qui cette coopération est possible et dans quelles conditions. Et puis, peut-être le dire, nous défendons, en tout cas nous aussi, la résilience du système. Et plus nous sommes sur des systèmes très interconnectés, très distants, plus nous prenons aussi le risque de la fragilité des systèmes. L'hydrogène a un avantage, c'est de permettre des boucles locales, c'est de s'inscrire dans des logiques relocalisées, et c'est là aussi une des pertinences de l'hydrogène. Ne penser l'hydrogène que dans des circuits longs de distribution à des échelles internationales, c'est se priver d'un des avantages de l'hydrogène qu'on peut produire localement, qui peut être distribué localement, être utilisé en boucle et garantir la résilience du système. C'est quand même un des enjeux aussi, nous l'avons vu, après la crise russe, de ne pas se remettre dans une situation de





dépendance et de fragilité de nos systèmes. Je crois beaucoup à des systèmes décentralisés, et l'hydrogène a cet avantage-là.

**M. le président Guillaume Kasbarian :** Je vais profiter de l'intervention de mon collègue Charles Fournier pour aller dans le sens de ce qu'il vient de dire – ce n'est pas tous les jours – sur le fait de ne pas substituer une dépendance à une autre. Je profite de notre réunion pour réfléchir ensemble sur la question des liens énergétiques qui sont en train d'être construits par l'Europe avec l'Azerbaïdjan. Nous avons actuellement des projets de coopération qui ont été montés par l'Europe, avec des liaisons de plusieurs milliers de kilomètres reliant Bakou au système européen. J'alerte sur la situation actuelle dans le Caucase et sur le fait que je ne suis pas certain que, d'un point de vue indépendance et y compris d'un point de vue de nos valeurs, nous ayons franchement intérêt à construire un réseau qui irait jusqu'à Bakou dans le contexte que l'on connaît actuellement. Je crois que la situation est suffisamment tendue sur place avec potentiellement un nettoyage ethnique qui est en cours pour ne pas substituer à la dépendance russe que nous avons, une nouvelle dépendance, avec un régime dictatorial qui est celui d'Aliyev. Je crois que la situation est suffisamment grave pour que je puisse l'évoquer et que je me permette de l'évoquer à l'occasion de cette table ronde énergétique.

**M. le président Klaus Ernst :** Permettez-moi de faire une remarque à ce sujet. Nous avons aussi l'Assemblée parlementaire franco-allemande et des groupes de travail ont été mis en place au sein de cette assemblée, et l'un d'entre eux traite de la souveraineté énergétique. La souveraineté énergétique y est comprise dans le sens où nous ne visons pas l'autosuffisance énergétique, parce que nous étions d'avis, en tout cas dans ce groupe de travail au niveau de cette assemblée parlementaire, que cette autosuffisance n'est tout simplement pas réalisable. La souveraineté énergétique y a donc toujours été comprise plutôt comme une indépendance, dans le sens où nous devrions essayer d'être indépendants, où nous ne dépendons pas de une, deux ou trois sources d'approvisionnement. Pour l'instant, en tout cas en ce qui nous concerne, il y a déjà une certaine

dépendance au gaz naturel liquéfié. Nous avons aussi tous les problèmes de prix qui vont avec. C'est ce que je voulais ajouter à la réflexion. Donc, l'autarcie non, la souveraineté oui. Il s'agit de diversifier au maximum les lieux d'achat. L'hydrogène joue bien sûr un rôle important, car entre-temps, l'idée s'est imposée chez nous aussi, si j'ai bien compris, que nous devons importer de l'hydrogène parce que nous ne pouvons pas en produire suffisamment nous-mêmes, même en développant les énergies renouvelables que nous voulons.

Nous pouvons passer au sujet suivant, à savoir l'énergie nucléaire. Sur ce point, il est maintenant évident que la voie de la France est très différente de celle de l'Allemagne. Il y a, de notre point de vue, des questions et des risques, que nous avons vus notamment l'été dernier, qui a montré qu'il n'était pas toujours possible d'exploiter tout le potentiel nucléaire disponible en France. Chez nous, la décision de sortir du nucléaire est relativement claire au niveau politique. Mais il y a bien sûr aussi, nous le verrons tout à l'heure dans la discussion, toute une série de collègues qui veulent que nous continuions à exploiter au moins les centrales nucléaires que nous avons encore – ce qui n'est d'ailleurs sans doute plus possible techniquement –, mais en tout cas, qui ne veulent pas abandonner complètement l'énergie nucléaire. Je pense qu'il y a chez nous plutôt un consensus sur le fait de dire que nous ne voulons pas abandonner la recherche. Mais les collègues le diront eux-mêmes dans un instant. Nous commençons par la France.

**M. le président Guillaume Kasbarian :** Merci, Monsieur le Président, sans plus attendre, je vous propose de commencer avec M. Pascal Lavergne.

**M. Pascal Lavergne (Renaissance) :** Merci messieurs les présidents. Mes chers collègues, bonjour. Vous savez que la France dispose de peu de ressources énergétiques : gaz, pétrole, charbon, et ce depuis des décennies. Combiné au choc pétrolier que nous avons connu dans les années 70, la France a décidé de recourir à l'énergie nucléaire, ce qui a été dit à plusieurs reprises, pour assurer sa sécurité d'approvisionnement et acquérir une souveraineté. Aujourd'hui, le nucléaire s'impose,



en tout cas pour une partie de la représentation nationale, ça a été dit par le président Kasbarian tout à l'heure, 399 voix, je crois, contre une centaine qui était contre. Le nucléaire représente le grand avantage de ne pas rejeter de gaz à effet de serre. Pour les défenseurs que nous sommes, nous considérons que c'est incontournable pour maintenir un réchauffement climatique en dessous de 2 °C en limitant les émissions de gaz à effet de serre. Nous croyons aussi aux énergies renouvelables. C'est la raison pour laquelle nous avons renforcé des textes pour accélérer les énergies renouvelables, que ce soit l'éolien, le solaire ou le gaz vert. Nous avons bien ressenti notre vulnérabilité avec la guerre en Ukraine, comme chacun d'entre nous Européens, et les ralentissements qui se sont opérés sur nos économies. Mon collègue Bolo a parlé tout à l'heure de schizophrénie des Français. Effectivement, les Français veulent tout et leur contraire. Pourtant, nous avons nos peuples avec nos histoires, avec leur complexité, leur passé, Nos besoins en électricité, demain, seront toujours plus grands pour nos industries, pour nos déplacements, pour notre agriculture et aussi pour notre souveraineté alimentaire. Nous assumons notre choix d'un mix énergétique avec un nucléaire fort. C'est de notre diversité entre l'Allemagne, la France et les autres Européens, de nos complémentarités que nous tirerons ensemble une croissance européenne qui nous permettra d'être plus fort à l'avenir devant les tyrans qui nous assaillent.

**M. le président Guillaume Kasbarian :** Merci beaucoup, Monsieur Lavergne, je vous propose de passer à Charles Fournier.

**M. Charles Fournier (Ecologiste) :** Merci. Je ne sais pas si tous les Français sont schizophrènes, comme tu le disais. Nous, en tout cas, avons une position sur le sujet qui est historique et qui n'évolue pas, pour des raisons multiples que je vais évoquer. Nous sommes pour une sortie programmée du nucléaire, même si le sujet s'est éclipsé, puisqu'aujourd'hui à force de ne pas avoir décidé ou d'avoir tergiversé, finalement, on ne fixe pas de cap. Je pourrais redire que quand nous avons fait des choix de réduire la part du nucléaire, nous n'avons pas, dans le même temps, fait monter les énergies renouvelables comme

nous aurions dû le faire. Si nous l'avions fait, tel que nous nous y étions engagés, nous aurions l'équivalent d'à peu près quatre fois la centrale nucléaire de Fessenheim disponible. Et nous ne l'avons pas fait. Mais ce n'est pas seulement le fait d'avoir décidé de réduire la part nucléaire qui a posé un problème, c'est le fait de ne pas avoir fait le reste, c'est-à-dire le développement des énergies renouvelables, la sobriété qui semble être un non sujet pour nous est un sujet central, c'est-à-dire comment réduire nos consommations d'énergie et je ne sais pas quelle place ça prend dans le débat allemand, mais c'est pour nous une question clé. Et puis, il y a de nouveaux sujets qui sont posés par rapport à notre parc nucléaire, qui est un vieux parc. Tout a été construit au même moment. Nous aurons ce que nous appelons l'effet falaise, c'est-à-dire que la capacité de production de notre parc nucléaire va s'effondrer à un moment donné, parce qu'on ne pourra pas les prolonger *ad vitam aeternam*. Et d'ici à ce que nous fassions un nouveau parc, la question est de savoir ce que l'on fait entre maintenant et la sortie de ce nouveau parc ? C'est là le sujet qui est présent. Et les seules réponses possibles pour nous, ce sont les énergies renouvelables et la sobriété énergétique, et c'est cela qu'il faut faire massivement. Malheureusement, l'argent public a beaucoup plus coulé en faveur du nucléaire qu'il ne l'a fait en faveur des énergies renouvelables et de ce déploiement. Nous avons également de nouveaux sujets avec le nucléaire, sur la question de la ressource qu'est l'eau. C'est une question qui se pose aujourd'hui en France de résilience du système nucléaire, avec un amoindrissement de la ressource en eau. Les sujets sont nombreux, et je pourrais rajouter celui du coût, parce que tout cela coûte extrêmement cher et, à un moment donné, ce sera aussi un arbitrage.

**M. le président Guillaume Kasbarian :** Merci beaucoup. Je vous propose de passer à M. Vincent Rolland.

**M. Vincent Rolland (Les Républicains) :** Monsieur le Président, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, notre groupe est très favorable à l'énergie nucléaire, et ce de manière historique. Évidemment, nous nous félicitons que la France ait lancé un nouveau programme de réacteurs nucléaires. Il est vrai qu'on a peut-être, entre la



France et l'Allemagne, des divergences sur le nucléaire, et notamment sur la fission choisie par la France ou la fusion dans laquelle, a priori, l'Allemagne a décidé d'investir. Les seules énergies alternatives, pour lesquelles, encore une fois, nous sommes favorables, ne suffiront pas à absorber toute la demande d'électricité. On peut difficilement être en même temps pour le développement, par exemple, des véhicules électriques, et pour la fermeture des centrales nucléaires ou l'arrêt d'un programme nucléaire. C'est un domaine dans lequel il faut continuer d'investir. Nous parlons depuis le début de la souveraineté énergétique. Je rappellerai simplement que de par les énergies alternatives, nous sommes d'une certaine manière à la merci d'autres industries, d'autres pays, comme la Chine, puisqu'on sait très bien que les panneaux photovoltaïques qui peuvent produire de l'électricité viennent d'Asie. Dans le cadre d'une crise géopolitique avec un pays fournisseur, ce qui n'est pas souhaitable, mais qui peut arriver, qu'advient-il de notre autonomie et de notre souveraineté énergétique ?

**M. le président Guillaume Kasbarian :**

Merci beaucoup. Monsieur le président, je crois que vous avez eu trois interventions françaises. C'est à vous.

**M. le président Klaus Ernst :** L'orateur suivant, pour le SPD, est M. Berg.

**M. Bengt Bergt (SPD) :** Oui, merci beaucoup, Monsieur le Président, et bienvenue parmi nous. Une remarque avant de commencer : on m'a appris un jour que les personnes qui nous sont les plus proches et que l'on aime le plus sont celles avec lesquelles on se dispute le plus. C'est pourquoi, même si nous sommes très éloignés les uns des autres sur le fond, nous vous considérons comme des amis très, très proches, et c'est un aspect tout à fait positif que je tiens à souligner ici. C'est la même chose pour le SPD.

Mais je voudrais revenir sur le fait que vous venez de faire une comparaison avec l'Azerbaïdjan, par exemple, et je me demande d'où provient tout l'uranium que vous brûlez dans vos centrales nucléaires. Ce n'est pas comme si ça sortait de nulle part. En tout cas, cela ne vient pas seulement de France, mais en grande partie du

Kazakhstan et de très nombreux autres pays. L'un des plus grands producteurs se trouve en Russie, et je voudrais attirer l'attention sur le thème du Niger. Il a déjà été mentionné que le conflit au sud, au sud du Maghreb, ne peut naturellement pas être ignoré. Si nous regardons l'évolution des prix de l'uranium entre l'année dernière et cette année, nous avons constaté une augmentation moyenne de 10 à 50 %. Dans les périodes intermédiaires, nous avons également vu une augmentation de 50 %. Nous avons bien sûr connu une situation similaire avec le prix du gaz l'année dernière : nous avons vraiment eu des hausses de prix et nous nous sommes bien aidés mutuellement, puisque nous sommes un marché interconnecté. L'année dernière, nous avons également pu fournir à la France 20,5 térawattheures d'électricité produite à partir du gaz. Cela nous rend fiers et heureux de pouvoir nous soutenir mutuellement. C'est ce que nous faisons, par exemple lorsque nous sommes confrontés à une période de faible production à partir des renouvelables : nous utilisons bien sûr aussi l'électricité française. Néanmoins, nous sommes très inquiets quand nous regardons l'état du parc nucléaire. C'est pourquoi je serais intéressé de savoir si vous pouvez donner une perspective sur le moment où vous serez à nouveau à la pleine puissance des centrales nucléaires. Nous avons en effet une situation différente en Allemagne. Nous avons 90 gigawatts de production d'électricité fossile et 65 gigawatts presque entièrement couverts par les énergies renouvelables. Alors que la France a 40 gigawatts de production nucléaire et seulement 15 gigawatts de production renouvelable ou fossile, y compris à partir du gaz. En conséquence, je me demande quand le parc nucléaire sera à nouveau prêt à assurer un approvisionnement bon et stable, par ses propres moyens, afin que nous ayons également de la stabilité dans notre système.

**M. le président Klaus Ernst :** Merci beaucoup. Le prochain orateur est M. Gramling, pour le groupe CDU/CSU.

**M. Fabian Gramling (CDU/CDU) :** Messieurs les Présidents, je tiens tout d'abord à remercier nos amis français. Je viens en effet du sud de l'Allemagne, du Bade-Wurtemberg, et je sais que notre sécurité d'approvisionnement, ainsi que la



charge de base, sont assurées, notamment par les centrales nucléaires françaises. Tout le monde ne veut pas entendre cela en Allemagne, mais cela fait partie de la réalité. Au groupe CDU/CSU au Bundestag, nous avons critiqué la fermeture des trois dernières centrales nucléaires allemandes et continuons de penser que c'est une erreur dans la crise actuelle, car nous avons retiré du réseau ce qui constituait un apport fiable. Nous voyons bien sûr les effets de cette politique dans le mix électrique allemand. Ainsi, nous avons actuellement environ 30 % d'électricité produite à partir de charbon en Allemagne, ce qui émet naturellement aussi inutilement du CO<sub>2</sub>. Nous voulons évidemment renforcer le développement des énergies renouvelables, mais il est également clair que nous devons à tout moment garder à l'esprit la sécurité d'approvisionnement et aussi la charge de base. Nous constatons également un manque d'énergie pour la montée en puissance de l'hydrogène. C'est pourquoi nous réclamons que l'on fasse preuve d'ouverture sur le plan technologique et que l'on ne se concentre pas exclusivement sur l'hydrogène vert dès le début de la montée en puissance de l'hydrogène. Nous avons vraiment besoin de toutes les couleurs des modes de production, comme cela a déjà été évoqué tout à l'heure dans la discussion. Pour nous, une approche européenne est également très importante. Une disponibilité fiable à grande échelle, dès le début, est notre priorité absolue et nous espérons également une étroite collaboration avec nos partenaires français. Nous voyons également d'autres possibilités de coopération dans la recherche et le développement de la prochaine génération d'énergie nucléaire et aussi dans la fusion nucléaire. Nous sommes très attachés à un partenariat fort avec la France. Nos deux pays sont à l'avant-garde de l'Union européenne et c'est pourquoi il est très important que nous restions étroitement unis sur les grandes questions. Nous nous réjouissons donc, et je me réjouis beaucoup de l'échange d'aujourd'hui. Merci beaucoup.

M. le **président Klaus Ernst** : Merci. Madame Nestle, vous avez la parole.

Mme **Ingrid Nestle** (Alliance 90/Les Verts) : Vous aurez certainement déjà appris, et vous avez perçu ici aussi que la discussion sur le thème du

nucléaire est et a été chargée émotionnellement en Allemagne. À mes yeux, cela n'est pas justifié concrètement par les faits : même avant l'arrêt des dernières centrales nucléaires, elles ne contribuaient plus qu'à 5 % de l'approvisionnement en électricité de l'Allemagne. Pour les énergies renouvelables, c'est dix fois plus. Les énergies renouvelables sont depuis longtemps le pilier de l'approvisionnement énergétique. Le nucléaire ne jouait déjà presque plus aucun rôle. Maintenant, les centrales sont arrêtées et sont déjà en cours de démantèlement ; même si nous le voulions, nous ne pourrions pas les relancer et de nouvelles centrales nucléaires prennent beaucoup trop de temps et sont beaucoup trop chères. Je pense qu'on peut l'observer dans les trois projets européens en cours, Flamanville n'étant que l'un d'entre eux. Dans ce sens, cela correspond au thème de la souveraineté, que notre collègue a évoqué, car nous ne sommes pas non plus souverains en ce qui concerne les combustibles nucléaires. Bien sûr, il faut aussi construire les énergies renouvelables. L'un d'entre vous vient de le dire, il ne suffit pas de se déconnecter, il faut se connecter. C'est tout à fait juste. Cependant, avec 15 % de renouvelables, nous n'avons plus besoin de la charge de base depuis longtemps, nous avons maintenant besoin d'une charge résiduelle flexible. Nous utilisons actuellement différents systèmes. Je suis vraiment convaincue que la sortie du nucléaire chez nous est définitive. Je viens de le décrire. Dans votre pays, le débat est différent. Il est certain que pour nous, le fait que les risques de sécurité ne s'arrêtent pas aux frontières est également un sujet de préoccupation. Mais il est aussi clair pour nous que nous exportons naturellement de l'électricité lorsque, comme l'hiver dernier, ou surtout l'automne dernier, de très nombreuses centrales nucléaires n'étaient pas disponibles chez vous et que vous aviez des besoins. Bien sûr, nous ne disons pas que puisque les Français ont un autre système de fourniture d'électricité, que nous ne trouvons peut-être pas si génial, nous ne les aiderons pas. De la même manière, il est clair pour nous que si la production de notre propre électricité était très chère et que nous pouvions vous l'acheter, nous profiterions des avantages du marché européen de l'électricité et travaillerions ensemble.



Encore brièvement un dernier mot au sujet de l'hydrogène : je pense qu'il est vraiment important pour nous d'avoir de l'hydrogène vert et non de l'hydrogène nucléaire, sinon l'acceptation s'effondrera. Merci.

M. le **président Klaus Ernst** : Merci, Madame Nestle.

M. le **président Guillaume Kasbarian** : Avant de passer la parole à mes collègues, je voulais apporter quelques réponses, si vous le permettez, Monsieur le Président, à M. Bengt Bergt. Effectivement, comme on a des relations amicales, cela nous permet de nous dire les choses très franchement. Sur les réserves d'uranium que vous avez citées, nous bénéficions aujourd'hui, en France, de dix ans de réserve et notre premier fournisseur n'est pas le Niger, mais le Canada, et de très loin. Le Canada qui, comme vous savez, est un pays stable, un pays ami, allié, cousin de la France. C'est notre premier fournisseur. Le deuxième élément que je voulais vous donner, c'était que, sur la question des corrosions sous contraintes et de nos capacités de production, les événements que nous avons connus l'hiver dernier ne sont plus d'actualité puisque nous avons résolu la plupart des dysfonctionnements qui avaient été constatés sur le parc nucléaire installé et que, par conséquent, nous avons très bon espoir, pour répondre à Mme Nestle, que nous ne connaissions pas cet hiver ce que nous avons connu l'hiver dernier, puisque nous sommes à pleine capacité de production potentielle et nous n'avons plus les problèmes que nous avons constatés l'hiver dernier. Vous dire également que c'est grâce au nucléaire que nous arrivons à avoir aujourd'hui, à l'heure où on se parle à 13 h 00, des émissions de CO<sub>2</sub> qui sont de 31 grammes de CO<sub>2</sub> par kilowatt/heure, ce qui nous permet de bénéficier d'une énergie et d'une électricité qui est parmi les plus décarbonées et qui émet le moins de CO<sub>2</sub> à un instant T où nous pouvons nous parler.

Je conclurai pour M. Bengt Bergt. Je ne veux pas rentrer dans le débat de savoir s'il est mieux de commercer avec l'Azerbaïdjan, le Niger ou la Russie. Mais je peux vous assurer, pour connaître un peu le sujet personnellement, qu'il y a actuellement une crise très grave là-bas, avec des personnes qui sont bloquées, qui font face à un

génocide potentiel qui est dénoncé par nos propres ambassades européennes sur place, avec un petit pays, l'Arménie, qui se retrouve tout seul au milieu des pays qui veulent le faire disparaître. Je ne sais pas ce qui est bien ou pas bien, mais je me dis que l'on aurait tous intérêt à bien regarder ce qui s'y passe et pardonnez-moi d'en parler, mais on en parle tellement peu aujourd'hui en Europe que je me permets d'en parler. Regardons un petit peu ce qui s'y passe. Je ne voudrais pas que, dans quelques années, on regrette d'avoir fermé les yeux sur ce qui est en train de se passer là-bas.

Je vais donner la parole à M. Laisney.

M. **Maxime Laisney** (La France insoumise) : Merci, Monsieur le Président. Comme je le disais tout à l'heure, j'invite nos collègues allemands à tenir bon dans le bras de fer – si vous lui trouvez un autre nom, on lui trouvera un autre nom – avec notre gouvernement français sur la question de la taxonomie. Mon groupe, LFI Nupes, dit qu'il est urgent de planifier la sortie du nucléaire, non pas de fermer tout de suite les centrales existantes, comme l'a dit mon collègue Charles Fournier, mais de ne pas relancer le nucléaire pour tout un tas de raisons. Je ne suis pas d'accord avec les chiffres de notre président. D'après mes sources, c'est le Kazakhstan qui est notre premier fournisseur d'uranium et 40 %, finalement, de l'uranium que nous utilisons en France passe par la Russie : On ferme les yeux sur cette dépendance à la Russie, comme ce qu'on ne fait pas sur le gaz. Il y a les pollutions quotidiennes de l'environnement, il y a l'irradiation des travailleurs. Il y a une étude au long cours qui vient d'être menée sur 310 000 travailleurs du nucléaire en France, au Royaume-Uni et aux États-Unis, qui fait une corrélation entre l'irradiation aux faibles doses sur une durée et l'apparition des cancers, y compris solides. Il n'y a aucune solution pour les déchets, etc. Par ailleurs, sur le climat, évidemment que construire des nouveaux réacteurs, c'est une solution qui arriverait beaucoup trop tard. RTE, qui est le transporteur en France et qui fait référence, dit que les premiers effets sur le dégagement de CO<sub>2</sub> se verraient seulement en 2045. Ce n'est pas résilient au changement climatique. Dernier argument, à l'heure où nous parlons, nous ne savons pas faire les EPR2 qui ont été votés dans la loi, ni les SMR.



Un conseil pour vous : ne comptez pas trop sur le nucléaire français pour qu'on puisse vous fournir de l'électricité dans les années qui viennent. Sur la fusion, le projet ITER. On n'a même pas fini le prototype du démonstrateur. De toute façon, si ITER marche, c'est pour la fin du siècle, c'est-à-dire on est beaucoup trop tard. Ce que j'aimerais, c'est que l'on développe des coopérations sur le démantèlement des centrales et le stockage des déchets et là-dessus, je crois que la France et l'Allemagne pourraient mener des recherches conjointes. Merci.

**M. le président Guillaume Kasbarian :** Merci, Monsieur Laisney. J'en profite pour formuler une invitation aussi bien à nos membres de la commission française qu'aux membres du Bundestag. L'année prochaine, nous devrions avoir la mise en service de la troisième tranche de Flamanville. J'espère que nous pourrions nous réunir pour éventuellement fêter ce lancement. Je propose de passer la parole à qui ? Quelqu'un souhaite intervenir ? Non ? Écoutez, je crois, Monsieur le Président, que nous avons dit ce que nous avons à dire.

**M. Rainer Kraft (AfD) :** Merci encore une fois, Messieurs les Présidents. Monsieur Bergt, nous n'avons pas seulement besoin de périodes de faible production, nous en sommes arrivés à un point où nous importons actuellement ici, en plein jour, 1,5 gigawatt de France et, comme nous le savons tous, il ne s'agit pas d'électricité d'origine éolienne ou solaire. Je voudrais également dire ceci à Mme Nestle : vous pouvez parfaitement affirmer que l'énergie nucléaire ne joue aucun rôle chez nous, mais dans les faits, nous consommons de l'énergie nucléaire presque à chaque heure de la journée. C'est juste qu'elle n'est plus produite chez nous. Elle est produite en France, en Suisse, en Belgique, aux Pays-Bas, en Suède, en République tchèque et dans quelques années, elle le sera également en Pologne. L'AfD est le seul groupe politique au Bundestag qui s'engage pour un redémarrage illimité dans le temps et pour une exploitation illimitée dans le temps des centrales nucléaires en Allemagne. Pour nous, l'énergie nucléaire est le vecteur décisif d'une énergie bon marché, fiable, propre et moderne, et donc aussi la seule forme d'énergie qui remplit l'objectif de durabilité numéro 7 des

Nations Unies, précisément selon les critères inscrits dans l'Agenda 2030. Je voudrais également féliciter la France pour la création de l'Alliance nucléaire au début de l'année, à laquelle la majorité ou une majorité des États de l'Union européenne ont désormais adhéré et qui, je l'espère naturellement, se battront avec succès pour que l'énergie nucléaire soit considérée comme une méthode de production d'énergie verte au sein de l'UE et ait ainsi accès à toutes les possibilités de subvention. Pour nous, il est clair que les besoins en électricité de l'Union européenne, qui ne cessent de croître en raison de la transition numérique, de la mobilité électrique et d'autres facteurs, ne pourront être satisfaits que par une forme d'énergie bon marché, fiable et propre, à savoir le nucléaire. C'est pourquoi il est très clair pour nous que l'énergie nucléaire est verte et que l'hydrogène produit à partir de l'énergie nucléaire serait également totalement vert.

**M. le président Klaus Ernst :** Monsieur Kruse, vous avez la parole.

**M. Michael Kruse (FDP) :** Merci beaucoup, Monsieur le Président. Je pense qu'il s'agit là d'un sujet particulier, qui est traité de manière très différente dans nos deux pays et qu'une grande partie du débat actuel, auquel vous assistez en ce moment entre les députés allemands, se rapporte à des décisions prises il y a longtemps. En Allemagne, la sortie du nucléaire a été décidée en 2011. J'ose affirmer que si, en cette année 2011, il y avait déjà eu un mouvement climatique aussi important que celui d'aujourd'hui, l'ordre chronologique de sortie de différentes sources d'énergie n'aurait pas été le même en Allemagne. Nous aurions alors très probablement abandonné d'abord la production d'électricité à partir du charbon, et puis l'énergie nucléaire. En termes de perspectives, il faut toutefois dire qu'il y a de très bonnes raisons de se consacrer aux énergies renouvelables, qui ne produisent pas de déchets, le stockage de ceux-ci n'étant toujours pas vraiment clarifié. Nous avons également de bons arguments en matière de coûts pour de nombreuses énergies renouvelables. Cela concerne surtout l'énergie hydraulique, dont nous pourrions imaginer un développement beaucoup plus poussé en Allemagne. Mais cela concerne



aussi, en perspective, le stockage de l'électricité. Nous assistons à une énorme diminution des coûts dans la production d'énergies renouvelables, par exemple par le biais du vent et du soleil, ainsi que dans le stockage de l'énergie sous forme d'électricité, et la question pour l'avenir est donc plutôt de savoir comment augmenter au maximum la part des énergies renouvelables. Pour ce faire, nous, les libéraux démocrates ici en Allemagne, pensons qu'il faut non seulement un prix de l'électricité de transition, mais aussi et surtout une technologie de transition. Cela peut être l'énergie nucléaire, mais comme vous venez de le décrire à juste titre, votre parc nucléaire est lui aussi confronté à d'énormes défis. C'est pourquoi j'aimerais savoir sur quels prix pour l'énergie nucléaire vous tablez avec les nouvelles centrales nucléaires ?

M. le **président Klaus Ernst** : Merci. Monsieur Lenkert.

M. **Ralph Lenkert** (La Gauche) : Merci beaucoup. Je voudrais commencer par la sécurité de l'énergie nucléaire. J'ai travaillé dans l'industrie et jusqu'en 2000, lorsque j'avais besoin d'une nouvelle pièce de rechange pour des installations, la question que me posait ma direction était la suivante : cette pièce de rechange pourrait-elle se casser ? À partir de 2000, la question était : est-ce qu'elle peut tenir ? La différence est déterminante pour la sécurité des installations. Ce changement de décision a été généralisé à l'ensemble de l'industrie européenne. C'est un aspect important, en raison duquel je suis sûr qu'on ne réussira jamais à rendre le nucléaire sûr ; Fukushima en est le meilleur exemple. Si toutes les règles avaient été respectées, Fukushima ne serait pas arrivé. C'est le premier point.

Le deuxième point, que notre collègue a évoqué à juste titre, est que nous sommes dépendants de la Chine pour l'industrie photovoltaïque. Et maintenant, je dois rappeler ce qu'a fait le gouvernement fédéral CDU-FDP. En 2010, j'ai participé aux débats sur la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires allemandes. Et ce qui a été décisif, c'est qu'au même moment, on a cassé et sacrifié l'industrie photovoltaïque allemande, qui était à l'époque le leader mondial, en modifiant la législation et en prolongeant la durée de vie des centrales. Autrement dit, c'est

l'exemple évident que le fait de miser sur le nucléaire empêche de passer aux énergies renouvelables. En 2011, la catastrophe de Fukushima a entraîné l'abandon du nucléaire.

Mais j'ai aussi une autre raison d'être contre le nucléaire. Je viens de Thuringe. Chez nous, l'uranium a été extrait pendant plus de 40 ans. Sans la Thuringe et la Saxe, il n'y aurait pas eu de bombes atomiques russes ni de centrales nucléaires russes, car l'uranium venait de chez nous. Les maladies sont chez nous et les charges consécutives à cette exploitation sont pour nous. Elles nous occuperont pendant des générations. Pendant des générations, nous devons veiller à ce qu'il n'y ait pas d'uranium, d'arsenic et de cadmium provenant des mines d'uranium dans nos eaux. Nous devons garder en sécurité des millions de tonnes de boues toxiques, dans une région qui présente un risque sismique. Ce sont des tâches pour nous, pour des générations, qui ne sont pas prises en compte dans le prix ; des tâches que la collectivité doit payer et qui sont toujours oubliées. Vous voudrez donc bien comprendre qu'à titre personnel, je ne défendrai jamais l'énergie nucléaire.

M. le **président Klaus Ernst** : Merci. Comme vous pouvez le constater, les avis sont très partagés à ce sujet, même au sein des différents pays. La question que nous devrions peut-être prendre en compte si vous y répondez est la question du prix, qui a été posée. Peut-être pourriez-vous nous en dire plus sur le prix de l'électricité nucléaire par kilowattheure, tel que vous le fixez pour les nouvelles centrales nucléaires ?

M. le **président Guillaume Kasbarian** : Marie-Noëlle va dire quelques mots sur le sujet.

Mme **Marie-Noëlle Battistel** (Socialiste) : On s'accorde à peu près en France à considérer que le prix de l'ancien nucléaire, c'est-à-dire sur lequel on se repose, est aujourd'hui autour de 60 euros le mégawatt. Demain, je considère qu'on sera très largement au-dessus, à 100, 120 en moyenne, et que le coût de l'énergie globale en France, de l'électricité en France, si on met toutes les énergies renouvelables confondues avec le nucléaire, on pourrait être autour de 80. La question que pose le président, j'imagine, c'est comment faire en sorte, avec des prix tels que



ceux-là, de protéger nos industriels qui, comme cela a été dit ce matin, sont confrontés à un marché de l'électricité qui est de 32 euros aux États-Unis et de 15,50 euros au Canada. Il faut qu'on sache aujourd'hui que l'électricité a un prix, a un coût et qu'il faut aussi qu'on soit en capacité de l'assumer. La question de la sobriété est évidemment une question importante, parce que moins on consomme, moins on paiera la facture. Et puis, il y a la protection du consommateur. Tout cela nous ramène au débat de la fin de l'ARENH dans notre pays, qui va être un sujet extrêmement important, puisqu'aujourd'hui nos tarifs réglementés de vente, à la fois pour les particuliers, mais aussi pour un certain nombre d'entreprises, sont calés sur le prix de l'ARENH, dont ce sera la fin d'ici une année. Les débats sont ouverts.

**M. le président Guillaume Kasbarian :** J'ajoute, Monsieur le Président, que nous allons avoir, comme annoncé par le président de la République dimanche dernier, un projet de loi de production énergétique qui sera présenté en octobre, sur lequel la France veut avancer, et un projet qui sera présenté par l'exécutif au Parlement dans quelques semaines. Nous aurons donc le débat à l'Assemblée nationale et au Sénat dans les semaines qui viennent.

**M. le président Klaus Ernst :** Il ne nous reste plus, si je comprends bien, que 15 minutes si nous voulons rester dans les temps. Peut-être pourrions-nous, si vous êtes d'accord, ne laisser que trois collègues français et trois collègues allemands prendre la parole sur le thème du développement des capacités européennes de production d'énergies renouvelables, y compris le thème du cadre réglementaire. De notre côté, nous donnerions la parole à quelqu'un de l'opposition et quelqu'un de la majorité gouvernementale. Seriez-vous d'accord ? Vous pourriez commencer.

**M. le président Guillaume Kasbarian :** Merci, président. Pour l'instant j'ai deux orateurs, un de la majorité et un de l'opposition, qui sont inscrits sur cette discussion : Charles Fournier et Maxime Laisney. On va commencer tout de suite avec Charles Fournier.

**M. Charles Fournier (Ecologiste) :** Merci. Sur la

question des énergies renouvelables, la France est le dernier pays d'Europe à ne pas tenir ses objectifs et l'ambition qui étaient de produire d'ici à fin 2023 24,1 gigawatts d'énergie renouvelable. Cela ne sera pas atteint, tout comme nous n'avions pas atteint préalablement les objectifs. La France est en retard sur ce sujet et, évidemment, quand on vient en Allemagne, on a envie de trouver ici des sources d'inspiration pour faire avancer plus vite ce sujet. Il y a une question que je posais ce matin, qui, en tout cas, est très prégnante en France, qui est la question de l'adhésion des populations à la question des énergies renouvelables. On a un sujet majeur autour de cela, un débat qui, parfois, s'enlise. On n'a pas organisé la planification, on commence à le faire. Je ne suis pas sûr que celle qui a été adoptée soit totalement efficace, mais, en tout cas, on essaye d'organiser une planification. Je crois qu'en Allemagne, ce qui a été intéressant à un moment donné – je ne sais pas où cela en est aujourd'hui – c'est la mise en place de coopératives citoyennes d'investissement dans les énergies renouvelables, qui permettaient aux citoyens de se sentir concernés par le sujet, de prendre part, dans les deux sens du terme, dans la décision, mais de prendre part aussi financièrement dans les projets d'énergies renouvelables. Je pense qu'on a trop peu exploré cette voie-là dans notre pays, on l'a même un peu freinée, comme je crois que vous avez fini par le faire aussi en Allemagne. J'aimerais bien avoir des éclairages sur cet aspect. L'autre élément, c'est la question des filières économiques d'organisation des énergies renouvelables. Nous avons malheureusement, nous aussi, déstructuré le peu d'industries des énergies renouvelables que nous avions dans notre pays. Je pense à l'entreprise Photowatt, qui a été une entreprise historique dans notre pays et que nous avons finalement sacrifiée, qui a été propriété d'EDF qui ne s'est jamais intéressé aux énergies renouvelables, ou trop faiblement, en tant que projet industriel, j'entends. Nous avons subventionné l'industrie chinoise plutôt que la nôtre pour organiser des filières d'énergies renouvelables. Je pense qu'il est déterminant de travailler en Européens sur l'organisation de filières économiques en la matière.

**M. le président Guillaume Kasbarian :** Merci.





M. Maxime Laisney.

**M. Maxime Laisney** (La France insoumise) : Merci, président. Je redis que j'appartiens à un groupe qui souhaite aller vers un mix électrique 100 % renouvelable à horizon raisonnable. J'ai un peu les mêmes questions que mon collègue Fournier sur les succès, la réussite de l'Allemagne pour réussir à développer autant ces énergies renouvelables. Il a parlé de l'acceptabilité, mais il y a aussi la question du financement, des filières industrielles qu'il a évoquée, peut-être de la formation aussi pour avoir des travailleurs qui puissent développer ces filières. Après, il y a quand même quelques conditions pour réussir un mix électrique 100 % renouvelable : la sobriété, l'efficacité, les flexibilités et le réseau, les interconnexions. Sur la sobriété, il me semble que vous avez des objectifs qui sont très ambitieux. Je ne peux que valider cette ambition, mais j'ai l'impression qu'il y avait quand même des gros paris technologiques sur l'efficacité de même que sur les technologies de stockage et de captage. On a vu que l'agence internationale de l'énergie hier disait qu'elle était un peu sceptique sur ces technologies. Sur l'efficacité, j'ai vu que vous aviez une loi sur l'énergie dans le bâtiment qui était un peu en suspens, avec une loi d'obligation de planification thermique pour les communes. Peut-être pourrait-on avoir un éclairage là-dessus. Sur les flexibilités, j'ai fait part de mes doutes sur ce que je pensais sur l'hydrogène, mais je redis ce que j'ai dit ce matin dans la commission économique sur le GNL qui vient des USA, qui est une vraie catastrophe environnementale et sanitaire pour les populations là-bas. Quant au biogaz que vous produiriez sur place, est-ce que cela se fait par des cultures dédiées ou est-ce que c'est la rotation des cultures et les déchets agricoles ? Sur les interconnexions, je pense qu'on peut peut-être les développer pour profiter de l'effet de foisonnement qu'il peut y avoir entre les ENR chez nous et chez vous. Je finis sur des coopérations qui pourraient peut-être se développer sur les filières de l'éolien et du photovoltaïque et sur le cadre réglementaire. Mon groupe n'est pas favorable au développement des PPA et à la main invisible du marché pour développer les ENR qui seraient complètement anarchiques.

M. le **président Guillaume Kasbarian** : Président, sauf si un membre de la majorité veut s'exprimer, je vais boucler sur la question des ENR. Monsieur Bolo.

**M. Philippe Bolo** (Démocrate) : Merci, Monsieur le Président. Quelques mots sur le biométhane. Effectivement, nous sommes face à un modèle allemand et à un modèle français qui sont radicalement différents et d'ailleurs dans le Parlement, on parle de méthanisation à la française ou méthanisation à l'allemande, considérant que la méthanisation à la française repose sur le principe de la valorisation des matières organiques produites par l'exploitation agricole et pour fournir un complément de revenu à l'exploitant agricole, contrairement à la méthanisation à l'allemande qui, elle, a été construite en partie sur la mise en culture de surfaces dédiées qui vont alimenter les méthaniseurs et non pas un complément de revenu, mais finalement presque la création d'exploitations agricoles qui vont produire de l'électricité. Je crois qu'il est véritablement important de rappeler qu'il faut produire du biogaz, parce que quand on nous dit que le gaz est un gaz émetteur de CO<sub>2</sub>, cela dépend du cycle du carbone qu'on considère, le cycle long ou le cycle court, d'un gaz fossile ou d'un gaz qui se renouvelle rapidement, tel que le biométhane. Ce qui est aussi très important à considérer, c'est qu'il faut absolument développer ce biogaz. J'avais une dernière idée que j'ai perdue. Comme le temps tourne, je pense qu'elle était complètement inutile. Produisons du biogaz. C'est véritablement important. Non, j'ai beau réfléchir, cela ne me revient pas.

M. le **président Guillaume Kasbarian** : Merci. Je tenais simplement à vous indiquer, dans les quelques secondes qu'il nous reste, que nous avons passé, il y a quelques mois, une loi d'accélération des énergies renouvelables, parce que notre objectif n'est pas de faire du 100 % nucléaire ou du 100 % renouvelable, mais d'avoir un mix équilibré et de produire plus d'électricité décarbonée, nucléaire comme renouvelable. On a passé un projet de loi d'accélération qui va permettre de sécuriser des zones dans le pays dans lesquelles il y a un accord des élus locaux, de la préfecture, des services de l'État, des



promoteurs pour développer les énergies renouvelables et, à l'inverse, des zones sur lesquelles on s'accorde pour exclure, parce qu'il y a des questions de paysage, de proximité de voisinage, de patrimoine, qui font qu'il y a des zones où on exclu. On essaie donc d'accélérer la production d'énergie renouvelable en sélectionnant, en lien avec les élus locaux, des zones d'accélération et en simplifiant les procédures du mieux qu'on le peut dans des zones où on peut encore en développer. On a une grosse capacité de développement offshore dans notre pays, parce qu'on est en retard par rapport à d'autres de nos voisins qui ont développé largement l'éolien offshore. Mais nous avons un besoin aujourd'hui. Nous avons 50 parcs qui sont en projet ; il y en a un qui a été inauguré l'année dernière, il y en a d'autres qui vont suivre. Mais on a un gros potentiel de développement sur l'éolien offshore et on veut aller de l'avant sur le sujet. Encore une fois, l'important, je crois, c'est qu'on sorte des énergies fossiles et qu'on arrive à développer le plus rapidement possible une électrification du pays qui permette de réduire nos émissions de CO<sub>2</sub>. C'est un peu ce qu'on essaye de faire. Monsieur Bolo a retrouvé sa question.

**M. Philippe Bolo (Démocrate) :** J'ai retrouvé l'idée que je voulais développer, qui était loin d'être anecdotique. Oui, produisons du biogaz, mais sans oublier que lorsqu'il se fait avec l'activité agricole, le fondement même de l'activité agricole, c'est de la production alimentaire. Et là, on rentre dans d'autres dimensions de la souveraineté européenne qui ne font pas l'objet de la réunion d'aujourd'hui qui nous amèneront peut-être à nous réunir à une prochaine occasion.

**M. le président Guillaume Kasbarian :** Merci, Président, nous avons terminé pour la partie française.

**M. le président Klaus Ernst :** Merci beaucoup pour ces prises de position. Le premier d'entre nous à prendre la parole est M. Bergt.

**M. Bengt Bergt (SPD) :** C'est drôle, vous avez les mêmes discussions que nous. C'est super drôle ! Merci. D'une part, je voudrais très brièvement poser le cadre : cette année, nous aurons

probablement la construction d'installations supplémentaires de production d'énergies renouvelables correspondant à 12 gigawatts dans le domaine du solaire et à 3 gigawatts dans le domaine de l'éolien. Cela signifie que nous ajoutons cette année l'équivalent de la totalité de la capacité de production que vous avez en France. Ce sont des ordres de grandeur différents, c'est pourquoi nous avons un autre regard sur les capacités de production. En effet, il est primordial pour nous, et en particulier en tant que sociaux-démocrates, de considérer également le facteur industriel. Nous avons le devoir de prendre en compte également les emplois et de veiller à ce qu'ils ne s'effondrent pas. En Allemagne, nous avons 120 000 personnes qui travaillent dans l'industrie éolienne. Si l'on prend en compte l'ensemble des énergies, y compris l'artisanat qui en fait son activité principale, on se situe quelque part entre 400 000 et 500 000 personnes qui travaillent en Allemagne dans cette industrie ou dans ce métier au sens large.

En ce qui concerne le thème du biogaz, nous pourrions mener une discussion complètement à part. Vous nous avez demandé comment ce secteur était structuré chez nous. Oui, c'est un sujet chez nous : les paysans et les agriculteurs souhaitent volontiers cultiver pour produire des aliments. Rien que dans les champs allemands, nous avons environ 25 % des récoltes qui sont destinés à la production d'énergie et qui n'arriveront jamais dans nos assiettes. Autrement dit, nous avons eu des incitations erronées dans le passé, qu'on ne peut pas simplement supprimer maintenant, mais où il faut voir comment regarder vers l'avenir. Néanmoins, le biogaz représente une part importante pour nous, mais jusqu'à présent, nous avons transformé le biogaz en électricité ; il y a maintenant une initiative visant à faire beaucoup plus de biométhane et à l'injecter dans le réseau. Nous devons prévoir en conséquence comment alimenter les installations de biogaz, et nous sommes en discussion permanente à ce sujet. Nous avons autorisé pour les situations de crises les installations de production à partir de matières premières renouvelables, dites « NaWaRo », à injecter les résidus agricoles correspondants. Mais cela reste sujet à des discussions très, très enflammées.

Je voudrais attirer l'attention – je vais essayer de



le faire très brièvement – sur l'accélération, pour l'énergie éolienne et le solaire, de la mise à disposition de surfaces : où en est la situation ? Je sais que la France est encore un peu plus complexe que l'Allemagne en matière de demandes. Nous avons fait beaucoup en matière d'accélération des autorisations et des procédures. Qu'en est-il en France ?

M. le **président Klaus Ernst** : Merci. Monsieur Helfrich, c'est à vous.

M. **Mark Helfrich** (CDU/CDU) : Merci beaucoup. Je suis très heureux que nous ayons une compréhension commune de la nécessité de développer les énergies renouvelables en Europe et du besoin de capacités de production que nous avons en Europe à cet effet. Les énergies renouvelables étaient une question d'écologie, elles deviennent de plus en plus une question d'économie et aussi de souveraineté énergétique pour notre continent. Nous parlons de photovoltaïque, de production offshore, onshore, nous parlons d'électrolyseurs d'hydrogène, de technologie de réseau, de microélectronique, de puces et aussi de batteries. En mars dernier, l'Union européenne a effectivement posé des jalons réglementaires absolument décisifs, avec le règlement « zéro émission nette » dans le cadre du plan industriel pour le Pacte vert. 40 % des capacités de production pour les technologies neutres en carbone dites stratégiques devraient exister en Europe dès 2030. Bien sûr, il s'agit d'un potentiel gigantesque en matière de politique industrielle, mais nous, les chrétiens-démocrates, voyons aussi en particulier l'aspect de l'indépendance, de la souveraineté, de la non-vulnérabilité aux dépendances que nous nous sommes autorisées par le passé. Certes, avec pour corollaire que nous avons pu nous procurer des composants à très bas prix, mais nous voyons justement que ce prix avantageux a aussi un coût à long terme. C'est pourquoi nous soutenons cette idée et nous sommes très heureux que l'encadrement temporaire de crise et de transition pour les mesures d'aides d'État, le TCTF, ait été lancé en mars à Bruxelles en réponse à l'Inflation Reduction Act, car nous voyons qu'il nous permet de lancer des appels d'offres très concrets pour l'octroi d'aides, notamment dans le domaine de la production de modules photovoltaïques.

Un dernier point, toujours en mars 2023 – ce fut un mois très productif à Bruxelles –, la banque de l'hydrogène a vu le jour : avec son modèle de double enchère, elle permettra d'approvisionner le continent européen en hydrogène vert avec la production européenne, mais aussi, en perspective, avec la production extra-européenne. Merci beaucoup.

M. le **président Klaus Ernst** : Merci. Madame Nestle.

M. **Karsten Hilse** (AfD) : Avec tout le respect que je vous dois, Monsieur le Président. Avec Mme Nestle, les Français entendent maintenant trois intervenants pro énergies renouvelables ; il serait peut-être intéressant pour les Français que quelqu'un qui a un petit problème avec cela ait aussi la parole.

M. le **président Klaus Ernst** : La règle était que les groupes aient leur tour de parole en fonction de leur effectif, mais nous pouvons bien sûr vous accorder une minute supplémentaire. Comme ça, tout le monde est satisfait. Donc, la parole est maintenant à Mme Nestle.

Mme **Ingrid Nestle** (Alliance 90/Les Verts) : En effet, je considère que le développement ou le maintien des capacités de production pour les technologies d'approvisionnement en énergie du futur est une question importante non seulement pour la politique énergétique, mais aussi pour l'économie et la sécurité. En principe, cela vient d'être expliqué. Les guerres de notre époque ne sont pas seulement menées avec des armes, elles sont aussi menées avec des mensonges dans les réseaux sociaux, mais aussi avec la tentative de trouver des points faibles sur le plan économique et d'exercer une pression par ce biais. Comme l'approvisionnement en énergie est fondamental, je pense qu'il est important pour la résilience de notre économie, mais aussi de notre vie quotidienne, que nous devenions encore beaucoup plus indépendants que nous ne le sommes déjà. Pour cela, il faut, selon moi, trois choses. Premièrement, il faut un marché national qui fonctionne, et chez nous, cela fonctionne très bien. Deuxièmement, les conditions-cadres doivent bien sûr être adéquates, qu'il s'agisse des prix de l'électricité, de l'accès au crédit en



fonction des subventions, etc. L'UE a déjà commencé à agir dans ce sens. Je pense que ce n'est probablement pas encore suffisant dans tous les domaines. Troisièmement, nous devons cependant aussi nous protéger d'une certaine naïveté en ce qui concerne les actions des autres. Et ma perception est que l'Inflation Reduction Act, qui est suffisamment connu, nécessite certainement une réponse appropriée, mais que la Chine tente également d'attirer systématiquement certaines capacités de production vers elle en rendant la vie difficile aux entreprises à travers des prix de dumping pratiqués chez nous. Je pense que nous devons alors naturellement réagir. Il est logique que nous ne voulions pas déclencher une guerre commerciale, mais là où d'autres agissent de manière déloyale, nous ne devons pas non plus être naïfs. Merci.

M. le **président Klaus Ernst** : Je vais maintenant redonner la parole à l'AfD pendant une minute, parce qu'ils ont une position classiquement opposée à tout.

M. **Karsten Hilse** (AfD) : Merci, Monsieur le Président. Je voudrais donc vous dire, chers collègues français, que sur le plan purement énergétique, je souhaiterais que l'Allemagne connaisse les conditions françaises. Parce que le développement massif des énergies renouvelables est, comme l'a dit mon collègue, la politique énergétique la plus stupide du monde, de notre point de vue, et qu'elle produit le résultat suivant : il existe un site Internet, « energy-charts », où est enregistrée la production nette d'électricité en Allemagne. Hier, nous avons réussi à nous approvisionner par nous-mêmes en électricité pendant exactement trois heures. Le reste de la journée, nous avons importé de l'électricité, jusqu'à 16 000 mégawattheures. Je suppose donc que vous ne partez pas du principe que l'on peut quasiment approvisionner une nation industrielle comme l'Allemagne ou la France avec 100 % d'énergies renouvelables. Nous ne partons pas de ce principe non plus, contrairement au reste du parlement. Nous miserions sur l'énergie nucléaire, comme vous le faites. Merci beaucoup.

Mme **Ingrid Nestle** (Alliance 90/Les Verts) : Si vous avez à l'esprit que nous sommes exportateurs

nets d'électricité, cela vous permet de situer les choses.

M. le **président Klaus Ernst** : Merci, nous sommes arrivés à la fin du débat. J'ai trouvé que c'était un débat très passionnant, qui a mis en évidence les différences tout autant que les points communs. Je pense que l'important, du point de vue de chacune des deux parties, c'est de ne pas dire à l'autre comment elle doit s'y prendre. Nous ne pouvons pas vous dire comment vous devez vous y prendre concernant le nucléaire et, bien sûr, nous attendons la même attitude. Et je pense que nous pouvons tous deux vivre avec ce consensus, et pourtant il est bien sûr important d'entendre à chaque fois les arguments qui poussent l'un ou l'autre à se décider d'une manière ou d'une autre. Nous aurions encore beaucoup de points à discuter. L'un d'eux serait que nous ne savons pas quel sera le résultat des élections aux États-Unis, et quelles en seront les conséquences, éventuellement aussi au niveau de la politique énergétique, sur la question des prix ou du gaz que nous achetons. C'est un point qui est totalement ouvert. Nous devrions l'intégrer et nous y préparer à temps, sinon il nous arrivera la même chose que la dernière fois lorsque Trump a été élu et que personne ne s'y attendait. Nous devrions donc également être préparés à une telle situation dans le domaine de la politique énergétique. Je voudrais à présent vous remercier tous et toutes pour cette discussion, mais aussi pour cette atmosphère agréable. J'ai pensé entre-temps que nous devrions peut-être inviter plus souvent les Français, ainsi la discussion ne serait pas aussi tendue qu'elle l'est parfois chez nous. C'était en effet très cultivé et cela s'est déroulé dans une atmosphère très conviviale. C'est toujours très agréable. Voilà, je vous laisserais maintenant le mot de la fin. C'est moi qui ai ouvert la séance. Cher collègue Kasbarian, c'est à vous de conclure, et nous aurons terminé cette réunion.

M. le **président Guillaume Kasbarian** : Excellent. Juste un simple mot, un court mot, Monsieur le Président, pour vous remercier encore une fois pour votre accueil. Je suis ravi que nos moments formels et informels vous aient plu. J'espère que l'on a été à la hauteur des attentes sur le sujet. En tout cas, c'était un vrai plaisir de pouvoir



échanger en toute franchise, en toute sincérité, avec vous. Comme on l'a dit tout à l'heure, je pense que nous sommes suffisamment amis pour ne pas se donner des leçons. Chacun respecte le modèle énergétique de l'autre et nous essayons de construire ensuite une stratégie commune et d'atteindre un objectif commun. Mais loin de nous l'idée de donner des leçons aux uns et aux autres, et l'on comprend bien que ça n'est pas l'optique dans laquelle vous êtes également. Je voulais simplement vous dire que nous avons passé un très bon moment et je me permettrai, Monsieur le Président, au nom de l'Assemblée

nationale et de notre délégation, de vous remettre la médaille de l'Assemblée nationale. J'espère que nous aurons l'opportunité de vous recevoir très bientôt à l'Assemblée nationale. Je vous l'ai dit, ce serait une bonne chose que vous veniez nous rendre visite. En tout cas, nous serons ravis de pouvoir vous accueillir, tous, à Paris et nous vous remercions encore une fois pour votre présence et pour ce beau débat que nous avons eu à l'instant.

Fin de la réunion : 16 h 34